

VISÓ

REVUE DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITaine

ÎLES CANARIES

FOUTU TOURISME



FOUTU TOURISME

4 Grand entretien

Cecilia Domínguez Luis



© Quentin Saison

- 10** Des îles usées par le tourisme
- 14** Cuna del Alma, le chantier de la colère
- 20** Sans toit ni lois, au cœur des bidonvilles
- 25** Trop cher pour rester chez soi



© Quentin Saison

- 28** Portfolio
Le volcan qui tutoie les étoiles

- 36** Déterrer son identité
- 40** Le patrimoine détruit au bulldozer

44 DOSSIER MIGRATIONS AUX PORTES DE L'EUROPE

- 46** L'avenir balayé des mineur·es non accompagné·es
 - 50** À la frontière de la majorité
 - 52** Les exilé·es jouent le rôle de leur vie
 - 54** Trimer sans exister
 - 58** L'extrême droite passe la porte
-

- 62** Le dessalement jusqu'à plus soif
- 68** Les Canaries, hotspot de la biodiversité marine
- 73** Reforestation, du pin sur la planche

ÉDITO



Elle engloutit tout sur son passage. La vague de béton dévore les côtes des îles Canaries, grappille du terrain vers l'intérieur aride et volcanique de Tenerife, une des sept îles de l'archipel. Ce sont d'immenses complexes hôteliers, terrains de golf ou circuits automobiles qui s'amoncèlent pour attirer des spécimens convoités : les touristes. Tout, sur ce bout de terre, est pensé pour les satisfaire. Le secteur a attiré 18 millions de visiteur·ses l'an passé, sur un territoire qui compte seulement 2,2 millions d'habitant·es, qui n'en profitent pas.

Le 20 avril 2024 a marqué les esprits. Les Canarien·nes ont exprimé leur colère en défilant pour protester contre ce système « tout-tourisme » qui use l'archipel jusqu'à la corde. Marre de voir leur patrimoine détruit à grands coups de pelleteuse. Marre de devoir partir, faute de pouvoir payer le loyer. Marre des stéréotypes véhiculés par la péninsule. Les Canaries sont épuisées, leurs ressources naturelles aussi.

Les îles doivent aussi faire avec leur statut de porte d'entrée vers l'Europe, étant devenues l'une des principales routes de migration irrégulière. La question migratoire crispe la classe politique locale. Et des élue·s à Tenerife s'en servent comme d'un écran de fumée, attisant les peurs pour occulter les débats de fond sur le modèle économique de l'île.

Bien qu'elles soient situées à plus de 1 000 kilomètres du continent, les îles cristallisent les enjeux de l'Espagne tout entière : problématiques liées au tourisme, menace grandissante de l'extrême droite, incendies destructeurs ou encore biodiversité en péril. Le danger vient de tous côtés.

Sur place, la rédaction de *Visó* a rencontré un peuple ouvert sur le monde, mais prêt à défendre son identité. Dans cette 14^e édition du magazine, vous trouverez la parole de ces Canarien·nes, mais aussi celle de chercheur·ses, scientifiques et militant·es engagé·es pour faire des îles Canaries un laboratoire de solutions. Face à l'asphyxie, la population tente de reprendre son souffle. Étouffée, mais pas vaincue.

Pierre Berho et Athéna Salhi, rédacteur·ices en chef de *Visó*

GRAND ENTRETIEN

« On est en train de saturer »

De ses souvenirs d'un passé franquiste aux paysages de son enfance transformés par le tourisme, l'écrivaine Cecilia Domínguez Luis partage ses réflexions sur son archipel natal.



Cecilia Domínguez Luis, 76 ans, est une romancière et poétesse née à La Orotava, dans le nord de Tenerife. Très reconnue dans l'archipel, membre de l'Académie canarienne de la langue, l'autrice peine, comme beaucoup d'autres, à exporter ses livres en Espagne. Dans ses nombreux ouvrages, elle a plusieurs fois choisi de s'intéresser aux mythes et légendes des Canaries. Pour la rencontre, la poétesse donne rendez-vous dans le verdoyant parc García Sanabria de Santa Cruz de Tenerife, la capitale de l'île. Souriante et enjouée, elle ne manque pas de mimer chacune de ses anecdotes pour les rendre plus vivantes. Ses prises de parole sont nettes, sans langue de bois. Engagée depuis la période franquiste, l'écrivaine, qui se dit rebelle, n'hésite pas à dénoncer l'oligarchie et pointer les dérives de Tenerife.

Visó – À quoi ressemble Tenerife pour vous ?

Cecilia Domínguez Luis – Tenerife fait partie de moi. Je suis née ici. À l'âge de 6 ans, je me levais très tôt et je grimpais sur le toit de notre maison pour voir le lever du soleil. De là, je pouvais apercevoir le volcan Teide d'un côté et la mer de l'autre. Je me souviens que tout le monde pensait que l'île constituait une clôture. La mer est un horizon qui vous emmène vers des milliers de possibilités. J'ai toujours pensé qu'à chaque fois que l'on atteint l'horizon, il y en a un autre qui s'ouvre. L'île n'a jamais été une barrière, mais une occasion de sortir.

Quel est votre endroit préféré à Tenerife ?

Ce qui me touche le plus, c'est la mer. Ici, les vagues sont puissantes, surtout dans le nord. Elles se heurtent constamment aux rochers, et cela, loin de m'effrayer, me calme. À chaque fois que j'ai un problème, je vais voir la mer. Je pense qu'elle me parle, j'ai établi un certain dialogue. Il y a aussi le Teide, qui est une présence constante et impressionnante. Il est là. Depuis que je suis enfant, j'ai senti des dizaines de secousses. Je pense que ceux d'entre nous qui vivent sur l'île s'accommode du volcan. Nous savons ce qui peut arriver, mais cela ne nous torture pas l'esprit.



Cecilia Domínguez Luis est entrée à l'Académie canarienne de la langue en 2011. © Alexandre Tréhorel

Vous avez beaucoup travaillé sur les légendes de l'archipel. Que signifie être canarien·ne ?

Un Canarien est d'abord dans une situation d'isolement, du fait de l'insularité. Vivre sur une île nous conditionne, car cela nous montre à quel point nous sommes petits, mais nous avons aussi la chance de vivre avec ce paysage. Ce sentiment a beaucoup à voir avec le mélange de peuples dont nous sommes issus. Nous sommes un peuple d'immigrants. Si tout le monde remonte dans son arbre généalogique, on se rend compte qu'on a tous un ascendant d'Amérique du Sud ou d'Afrique. Il me semble que ce qui nous donne vraiment notre identité, c'est notre langue. J'ai toujours voulu défendre le fait qu'on

s'identifie par sa façon de parler. Par exemple, nous sommes colonisés par l'anglais. Nous utilisons de plus en plus d'anglicismes. S'exprimer témoigne aussi de notre sensibilité. Aux Canaries, nous avons notre propre utilisation de la langue. Par exemple, pour dire bus, nous parlons de *guagua* (prononcez « *wawa* »), ou de *magua* pour désigner la nostalgie.

Comment avez-vous vécu la période franquiste (1936-1975) ?

Je me souviens que les femmes étaient des cibles privilégiées du régime. Tout ce que l'on faisait était remis en cause. À 11 ans, j'ai participé et remporté un concours d'écriture *d'estribillos*, des chansons de pèlerinage. Pourtant, il a fallu que je me justifie pour prouver que je n'avais pas reçu d'aide. Chaque fois que vous réussissiez une action, vous étiez remise en question. J'ai dû me battre pour la moindre chose, c'était ma parole contre la leur. J'étais montrée du doigt parce que je ne rentrais pas dans le moule, d'autant plus dans une petite île où tout le monde se connaît.

Franco a une empreinte ici, et même une statue à Santa Cruz. Cela n'a pas de sens qu'il y ait un monument à la gloire de ce dictateur. Est-ce qu'il y a une statue à la gloire d'Hitler en Allemagne ? De Mussolini en Italie ? Mais en Espagne, c'est le cas pour Franco. Je trouve cela terrifiant de voir, chaque année, des nostalgiques du franquisme se réunir pour lui rendre hommage. Un peuple qui oublie son histoire risque de la répéter.

Le peuple canarien défend-il sa culture ?

Non, c'est un vrai problème. Les gens sont très ouverts, parfois trop confiants, et cela peut être dangereux. Quand j'interviens auprès des jeunes, la première chose que je leur demande, c'est : « Pouvez-vous me citer un auteur ou un artiste canarien ? » Ils sont incapables. Et ce n'est pas propre à la jeunesse, le peuple canarien ne connaît pas son histoire, il ne sait pas d'où il vient ni d'où viennent ses références littéraires. Le problème est là. Une culture qui n'est pas connue ne peut pas être valorisée.

Que reste-t-il de l'île où vous êtes née ?

Il ne reste pas grand-chose... Les constructions sont arrivées avec le tourisme de masse dans les années 1960. J'allais sur la plage à Puerto de la Cruz pour me baigner quand j'étais enfant. Il y avait des plantations de bananes partout. Aujourd'hui, il n'y en a plus aucune. Elles ont été remplacées par des hôtels. Le paysage a été détérioré par la construction aveugle, en particulier dans les zones côtières.

Les Canaries ont accueilli 18 millions de touristes en 2024, un record. L'archipel atteint-il une limite ?

Depuis mon enfance, nous avons toujours vu le tourisme comme une chose normale. Mais à partir des années 1960, quand la touristification a commencé, cela a un peu changé les choses. Avant, les voyageurs étaient plus éduqués, dans le sens où ils respectaient beaucoup plus l'environnement. Aujourd'hui, certains viennent seulement pour le soleil, boire du gin et bronzer sur les plages. Ils ne quittent pas l'hôtel et ne s'intéressent pas à l'île.

En même temps, la grande majorité des habitants des îles Canaries vivent du tourisme. On essaie maintenant d'imposer des moratoires, mais les intérêts économiques sont énormes. En plus, ce sont les mêmes familles qui s'enrichissent



© Quentin Saison

Le monument à Franco, situé à Santa Cruz de Tenerife, a été inauguré en 1966.

Cette sculpture de Juan de Ávalos rend hommage au dictateur espagnol qui a fait régner la terreur pendant presque quarante ans (1936-1975).

L'île est symbolique pour le despote.

En 1936, il s'est envolé de Tenerife vers le Maroc pour prendre le pouvoir.

L'œuvre est aujourd'hui un des derniers vestiges de la dictature en Espagne, alors qu'une loi de 2007 a interdit toute exaltation de la période sur l'espace public. Depuis, le monument est au milieu d'une lutte politique.

D'un côté, les partis de gauche militent pour son démantèlement et de l'autre, les forces conservatrices défendent son intérêt culturel.

« Une culture qui n'est pas connue ne peut pas être valorisée. »



Pour l'ensemble de son œuvre, l'autrice a reçu le prix de littérature des îles Canaries en 2015.
© Alexandre Tréhorel

depuis des siècles. Je déteste aller dans le sud de l'île où les vacanciers sont les plus nombreux. Cela me préoccupe beaucoup, car le tourisme échappe à tout contrôle. On est en train de saturer. Il n'y a plus de place ici. Ce n'est pas une question d'identité, seulement de survie.

Au milieu de cette contestation du modèle touristique, quels sont les combats des nouvelles voix de la littérature canarienne ?

Il y a des nouvelles voix inspirantes. Pour donner un exemple, j'aime beaucoup Andrea Abreu. Dans son roman *La sœur que j'ai toujours voulue*, elle fait un excellent travail anthropologique qui dépeint l'endroit où elle a grandi, une zone encore préservée des conséquences du tourisme de masse. Elle décrit bien les changements de l'île.

Il y a aussi Aida González Rossi qui écrit d'une manière différente. Elle travaille sur le corps et revendique le sien. Elle développe une sorte de poésie presque narrative qui n'a ni point ni virgule. J'adore les gens qui innovent, qui essaient de changer les habitudes. Dans tous les cas, la littérature de l'archipel est inconnue pour les gens du continent. Des auteurs peinent à être publiés sur la péninsule, notamment parce que nos habitudes de langue sont différentes. Nous avons des mots qui nous sont propres et quand nos histoires se déroulent aux Canaries, il n'est pas envisageable que ces mots soient traduits en castillan, la langue principale en Espagne.

Vous êtes considérée comme une autrice féministe. Comment a commencé votre engagement pour les droits des femmes ?

D'abord parce que j'en suis une et que j'ai souffert dans ma chair du fait d'être une femme. Je veux dire que depuis mon enfance, et je ne pense pas que ce soit seulement à cause du régime franquiste, j'ai entendu que les femmes devaient servir les hommes. À l'époque, il n'y avait pas de féminisme, mais vous réalisiez

que ce n'était pas juste. Ce sont toutes ces choses qui m'ont fait comprendre que je devais me battre pour nous. J'ai vu qu'il était possible de se défendre par la littérature, par des conférences, alors je me suis engagée dans cette voie.

Qu'est-ce que vous aimeriez laisser derrière vous ?

Je pense que j'écris parce que j'aime ça, je m'amuse. Si je passais un mauvais moment, je n'écrirais certainement pas. Donc, pour moi, écrire est un plaisir. C'est aussi une recherche sur ce qui m'entoure. Je ne me demande pas si je vais laisser quelque chose derrière moi.

À propos de l'avenir des Canaries, quelle est votre plus grande préoccupation ?

Je suis inquiète par la détérioration de l'environnement parce qu'elle a une influence sur les rapports humains. Nous avons rendu le climat fou. Les pluies sont, par moment, diluviennes, on a tellement chaud qu'on peut à peine respirer... Tout cela joue sur le moral des gens et cela peut rendre agressif. Je pense que si nous faisions davantage attention à l'environnement, nous nous améliorions aussi humainement. ●

**Propos recueillis par
Marius Joly et Alexandre Tréhorel**

**Pour Visó, la poétesse partage,
à travers un de ses poèmes,
son attachement à Tenerife.**

L'île et la mer

La mer est montée sur les épaules de la nuit.
L'île s'est offerte,
avec son torse couvert de soleil, ses pieds nus,
et ses cheveux emmêlés dans les volcans.
La brume
laissait une traînée de sel sur les récifs
et les phares du port éclairaient
la rencontre de l'eau et du sable.
Sous la lumière incertaine des quais,
le ventre de l'île
s'enfonce dans le ressac endeuillé
et avec la lumière de l'aube
la mer a donné naissance aux bateaux
et aux rêves.

Isla y mar

Trepó el mar a los hombros de la noche.
La isla se ofrecía,
con el pecho revestido de sol, los pies descalzos,
y el cabello enredado entre volcanes.
La niebla
dejó un rastro de sal en los escollos
y los faros del puerto iluminaron
el encuentro del agua con la arena.
Bajo la luz incierta de las dársenas,
el vientre de la isla
se sumergió en el lubrifico oleaje
y con la luz del alba
le nacieron al mar barcas y sueños.



DÉCRYPTAGE

Des îles usées

Derrière les clichés paradisiaques, le tourisme exaspère les habitant·es des Canaries. Malgré leurs revendications récentes contre un système qui les dessert, rien ne semble changer.

Alfonso Boullón n'en revient pas. Voilà maintenant quarante minutes qu'il attend sans pouvoir bouger, ce 20 avril 2024. Il tient la laisse de son chien au milieu de plusieurs milliers de personnes, dans le centre de Santa Cruz de Tenerife, capitale de la plus grande île de l'archipel des Canaries. Il se trouve au milieu d'une manifestation sans précédent, qui vise à dénoncer la touristification (concentration d'un mode économique sur l'activité touristique) toujours plus prégnante de la société canarienne. Si la foule s'est amassée dès midi, sous la chaleur, c'est en partie grâce à Alfonso.

Ce professeur de photographie d'origine galicienne est membre du collectif écologiste Salvar la Tejita, qui milite contre un projet de construction d'un complexe hôtelier cinq étoiles, au bord de la plage de la Tejita, au sud de Tenerife. Autour de lui, des pancartes sont brandies de tous côtés. « *Les Canaries ont une limite* », « *Les touristes vivent grâce à nous, mais nous ne pouvons pas vivre grâce à eux* », peut-on lire sur ces dernières.

En 2024, les Canaries ont accueilli plus de 18 millions de touristes, dont la majeure partie voyageait sur les îles de Tenerife, Lanzarote, Gran Canaria et Fuerteventura. C'est plus que l'Égypte tout entière sur la même période. Les chiffres pourraient encore augmenter en 2025, dépassant les 20 millions de visiteur·ses annuel·les. Le secteur touristique représente 36 % du PIB de l'archipel, et participe directement à environ 40 % des emplois. En d'autres termes, il est le cœur de l'économie locale. Mais il ne profite qu'à une poignée de magnats, et les Canarien·nes n'y trouvent pas leur compte. Problématiques de logement, surpopulation, salaires précaires, biodiversité endommagée, les habitant·es de la deuxième région la plus

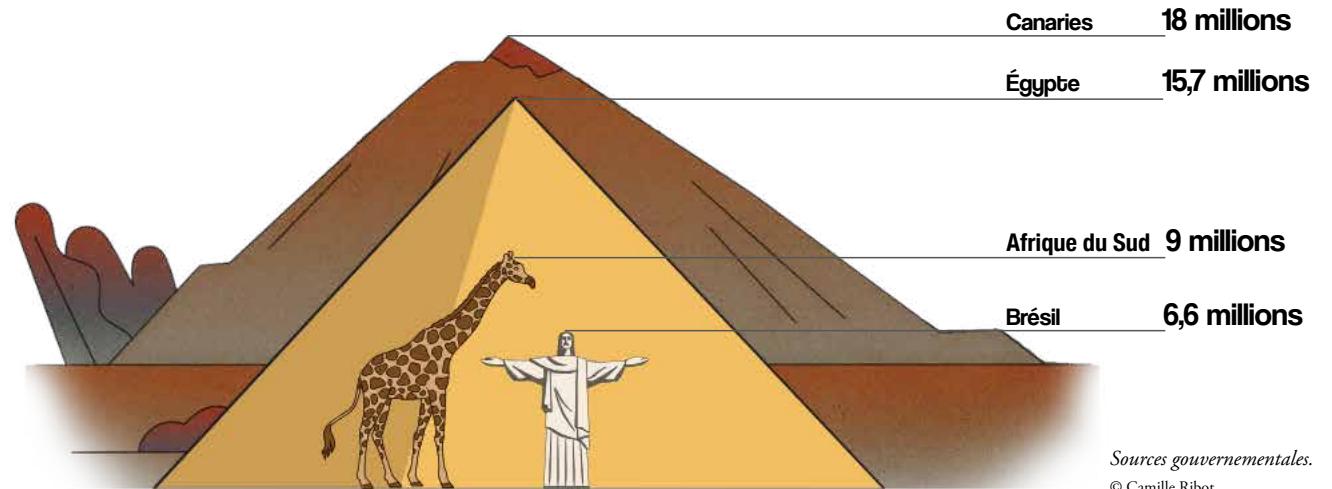
pauvre d'Espagne remettent le modèle « tout-tourisme » en question. Il suffit de lever la tête pour se rendre compte de l'activité touristique incessante à Tenerife. Toutes les cinq minutes un avion passe dans le ciel : l'île d'à peine 2 034 km² possède deux aéroports. Une conjoncture absurde pour Víctor Martín, professeur de géographie à l'université de San Cristóbal de la Laguna et porte-parole de la plateforme Canarias se agota (Les Canaries sont épuisées), qui milite pour un changement radical de système. « *Chaque année, le tourisme rapporte 19 milliards d'euros, c'est énorme. Pourtant, cet argent bénéficie aux entreprises touristiques, et pour les habitants, la situation est de plus en plus précaire* », regrette-t-il, avant de continuer : « *Depuis quelques années, la hausse des loyers oblige certains locaux à s'installer dans des bidonvilles, nous n'avions jamais connu cela auparavant.* » De mauvais augure pour le futur selon Raquel de la Cruz Modino : « *J'ai peur pour mes enfants, je ne sais pas s'ils auront une maison.* »

Pour cette chercheuse spécialisée dans le tourisme et son impact sur les fonds marins, l'économie uniquement centrée sur l'activité touristique est en cause. « *Pendant plus de quarante ans, toutes les politiques ont été tournées vers le tourisme, il n'y a eu aucune autre forme d'investissement, notamment dans l'éducation* », fustige-t-elle. « *Aujourd'hui, on ne distingue pas les principales zones touristiques des zones urbaines où vivent les locaux.* »

Pas de saison pour le tourisme

Du tourisme partout, et toute l'année : « *Une des principales raisons du succès des Canaries, c'est l'absence de saison.* » En fonction des périodes, les nationalités des touristes changent. En hiver, ce sont des vacancier·es allemand·es, norvégien·nes ou suédois·es qui occupent les plages, puis au printemps, les Espagnol·es de la péninsule et les Italien·nes

Plus de touristes aux Canaries qu'en Égypte en 2024



leur succèdent. « *En conséquence, nous ne finançons pas des installations et des infrastructures destinées aux 965 000 habitants mais aux 18 millions de touristes* », poursuit-elle.

Les îles Canaries n'ont pas toujours été une destination touristique prisée. Jusqu'à la moitié du XX^e siècle, l'agriculture et la pêche prospéraient sur l'archipel, notamment les cultures de tomates et de bananes, malgré quelques prémisses de tourisme industriel britannique. C'est en 1977, avec la construction du second aéroport au sud de Tenerife, que la tendance commence à s'intensifier. Juan Agustín Talavera Sanchez, anthropologue spécialisé dans le tourisme, raconte : « *Parmi les premiers visiteurs, on trouve beaucoup de Scandinaves, qui venaient faire des sortes de cures, respirer l'air frais et volcanique des Canaries.* »

À partir de là, l'urbanisation fut toujours plus galopante. Le premier projet d'hôtel de villégiature géant avait pourtant vu le jour quatorze ans plus tôt, et reste un symbole de mutation. Conçu en 1963, le complexe Ten-Bel (pour Tenerife-Belgique) est le fruit d'une acquisition de nombreuses parcelles du sud de Tenerife par le businessman belge Michel Albert Huygens. Le premier « resort » présent sur l'île, d'une superficie de 80 000 m², est envisagé comme une petite ville de laquelle les quelque 5 000 client·es n'auraient pas besoin de sortir. Le modèle du resort est copié puis démocratisé sur toute l'île jusqu'à nos jours, à destination d'une clientèle majoritairement européenne. Raquel de la Cruz Modino a observé ce changement de paradigme, et le passage vers un système touristique.

Inquiétude générale

Plus de soixante ans après les débuts de Ten-Bel, aujourd'hui baptisé Costa del Silencio, la population de Tenerife descend dans les rues des plus grandes villes de l'archipel pour protester contre ce que Víctor Martín appelle « *un empire touristique de grandeur mondiale* ». Des manifestations historiques, tant par le nombre de personnes qu'elles ont mobilisées, que par leurs revendications. Le chercheur et militant explique : « *Auparavant, la question du tourisme inquiétait de plus petits groupes de personnes habituées aux contestations et attachées aux questions écologiques. L'année dernière, la question sociale était au cœur des préoccupations, le niveau de vie, la redistribution des richesses, etc.* » De nombreux·ses acteurs et actrices de la société civile, comme des employé·es d'hôtels, de la restauration, des chauffeur·ses ont défilé et « *ont joué un rôle déterminant* », selon Víctor Martín. Toute la société

canarienne se trouve bousculée par le modèle économique auquel elle est soumise depuis le siècle dernier. « *Avec la libéralisation des locations de vacances, les habitants n'ont plus accès à des appartements ou des maisons. Nous vivons sur une île et les gens n'ont pas les moyens d'y acheter un logement. C'est fou* », se désole Raquel de la Cruz Modino. Depuis la crise du Covid-19, le nombre de résidences secondaires a explosé. En mars 2024, l'archipel comptait un nombre record de 220 000 lits en location, dont le quart appartenait à des entreprises.

Dans d'autres régions d'Espagne sujettes à de fortes fréquentations touristiques comme les îles Baléares ou le Pays basque, des mesures de contrôle ont été adoptées. Mais pas aux Canaries. Víctor Martín et Canarias

se agota réclament l'instauration d'un moratoire touristique. L'association désire « *l'arrêt de l'approbation de projets touristiques, et la mise en place d'une étude de la capacité de chaque île afin de constater s'il est possible de continuer à entamer des projets, ou si le territoire a déjà atteint son maximum viable* ». Le porte-parole regrette qu'aucune solution n'ait été proposée, ni par le gouvernement autonome des Canaries ni par le conseil insulaire de Tenerife. Pire, il pointe un refus de dialogue de leur part.

Une situation qui semble vouée à perdurer et qui laisse la place aux craintes, en dépit des soulèvements. Comme un appel à l'aide en plein désert bétonné. ●

Pierre Berho et Margot Sanhes

À qui profite le système ?

Si 40 % des emplois de l'archipel sont liés au tourisme, la redistribution des richesses est inéquitable. Les îles Canaries ont ainsi le plus faible salaire moyen de toute l'Espagne. En parallèle, des entreprises privées perçoivent des revenus mirobolants, liés à un modèle touristique juteux.

L'hôtellerie rafle la mise

Les groupes hôteliers internationaux ont flairé le bon filon. Barceló, l'un des leaders de l'hôtellerie espagnole, qui a réalisé 195 millions d'euros de bénéfices dans le monde en 2023, cumule ainsi 28 hôtels aux îles Canaries. Le groupe Meliá, lui, tente de le concurrencer avec 20 hôtels et resorts dans l'archipel.



Stations-services et voitures de loc'

Le secteur des transports, directement lié à l'énergie, doit beaucoup au tourisme. La multinationale belge Disa est le principal groupe énergétique des îles Canaries, avec 19 stations-services réparties à Tenerife et La Palma. Elle peut compter sur les touristes, qui se déplacent largement en voiture.

À titre d'exemple, Cicar, la principale agence de location de voitures, dispose d'une flotte de 15 000 véhicules et 46 bureaux dans l'archipel.

Elise Leclercq et Quentin Saison



ENQUÊTE

La terre battue

La lutte contre le projet hôtelier Cuna del Alma est devenue le porte-drapeau des activistes qui revendentiquent un nouveau modèle touristique. Ils et elles dénoncent des irrégularités et son impact socio-environnemental.

Plus haut, il y a les hôtels cinq étoiles : terrasses, piscines et climatisation. Plus bas, le village typique d'El Puertito et sa plage, fragment de paradis au bout d'une longue route sinuuse. Et au milieu, à côté d'un bidonville, un vaste terrain vallonné et sec. Rien, sur des centaines de mètres, si ce n'est de la roche, des cactus et de la terre aride. Les touristes, lunettes et coups de soleil sur le nez, longent nonchalamment les grandes barrières métalliques qui délimitent la zone, insensibles au mot « *illégal* » qui y est tagué. Derrière se joue pourtant une bataille emblématique contre le modèle touristique qui dévore Tenerife.

*« Dans quelques années, un immense complexe hôtelier aura détruit l'un des derniers espaces épargnés de l'île », souffle Rubén Pérez, sous le bourdonnement lointain des engins de chantier, ridicules face à l'immensité du terrain. Pour lui, le combat est clair, il l'arbore même sur son t-shirt vert : « *We're all in this, save our planet.* » (« *Nous sommes tous·tes concerné·es, sauvons notre planète.* ») L'activiste est venu aux abords du chantier pour prendre des photos et documenter l'avancement des travaux. À 34 ans, ce technicien environnemental est l'un des porte-paroles de Salvar la Tejita. L'association se bat contre « *les destructions environnementales* » sur l'ensemble de l'île et s'oppose à certains projets touristiques, comme celui de Cuna del Alma et leur modèle.*

« La monoculture, c'est le tourisme »

Les 500 millions d'euros avancés par les investisseur·es doivent permettre la construction d'environ 400 villas sur une superficie de 437 000 m². « *Le village de Cuna del Alma est une oasis vous invitant à savourer l'instant* », promet le site internet inondé de visuels suggérant la détente. Maisons de luxe à la décoration épurée, terrasses, salles de cinéma et piscines privées, vue sur la mer, résidences artistiques et petit-déjeuner inclus... Sur le papier, Cuna del Alma, (traduisez « *le berceau de l'âme* »), décrit à maintes reprises comme écologique, a de quoi faire rêver les vacancier·es fortuné·es.



En continuant à lutter, Rubén Pérez souhaite montrer à la société canarienne qu'il est possible de faire face à ces grands projets. © Marius Caillaud

Mais pour les activistes, la réalité est très éloignée de cette publicité. Habitué du lieu, Rubén se fraie un chemin sans difficulté entre les cactus, observant le paysage. « *Autrefois, ici, il y avait des champs de bananes, puis de tomates. Aujourd'hui, la monoculture, c'est le tourisme.* » Le sentier le mène vers une pelleteuse, qui creuse de l'autre côté du grillage. Elle s'arrête à son approche. « *Ils nous connaissent à force, dit-il calmement. Ils essayent de nous faire peur.* » Sans succès. Quand un agent de la sécurité privée de l'entreprise le filme et lui crie de



Plus de 50 000 personnes ont signé une pétition s'opposant à Cuna del Alma. © Marius Caillaud

s'en aller, avant d'appeler les forces de l'ordre qui procéderont à un contrôle d'identité, l'activiste ne réagit pas. Depuis plusieurs années, le collectif lutte pour fermer le chantier. En cause selon eux : l'impact environnemental, les dégâts causés sur un site archéologique guanche (peuple autochtone de l'île) et les irrégularités juridiques. Des manifestant·es se sont introduit·es à plusieurs reprises sur le chantier pour protester. « *Pendant quatre mois, on a campé sur le site, raconte Rubén. Des opposants se sont attachés aux pelleteuses et la sécurité a tenté de s'en servir pour les blesser ! Cette violence en a découragé certains.* » Lui-même cumule 1 700 euros d'amende. « *Eux, ils ont les avocats et l'appui des politiques pour légaliser des choses illégales, avec l'argent du peuple. Nous, le peuple, devons régler nos amendes via du financement participatif...* »

Plusieurs plaintes ont été déposées. L'Agence canarienne de protection de l'environnement, un organisme public du gouvernement des Canaries chargé de veiller au respect des lois environnementales dans l'archipel, a fini par interrompre le chantier de fin 2022 à fin 2024. Trois ordonnances d'arrêt ont été déposées : l'une concernant la destruction partielle d'un site archéologique par une pelleteuse, l'autre sur la menace pesant sur une plante endémique protégée, la viborina triste, et la troisième concernant le manque d'une évaluation environnementale complète. « *Mais depuis, le nouveau gouvernement fait tout son possible pour aider les investisseurs* », affirme Rubén.



Pour Manuel Luis Méndez Martín, conseiller pour l'aménagement du territoire d'Adeje, le projet évite notamment l'étalement du bidonville voisin sur ce terrain. © Manon Kraemer



Le promoteur Filip Hoste est convaincu que son projet est « tellement durable » qu'il deviendra une référence pour l'île. © Manon Kraemer

Début 2024, les trois ordonnances d'arrêt ont été soudainement annulés, tout comme les amendes de plusieurs centaines de milliers d'euros qui pesaient sur l'entreprise. Sur ce dossier, la compétence a été transférée à la mairie. Cette dernière a autorisé par la suite le déplacement de la viborina triste, dont la présence freinait le projet. Les travaux ont pu reprendre dès novembre 2024. Pour David Cuesta, journaliste d'investigation ayant enquêté sur Cuna del Alma, il existe suffisamment d'arguments juridiques et sociaux pour mettre fin au projet. Il pointe du doigt la collusion entre puissance économique et politique. « *Un des investisseurs canariens de Cuna del Alma, de la famille Zamorano, avait des investissements à Adeje, explique-t-il. Les investisseurs ont aussi choisi un directeur qui travaillait pour Metropolitano, une entreprise publique du gouvernement canarien. Enfin, la mairie a mené sa propre étude environnementale réalisée par un organisme dont le directeur avait des liens avec l'entreprise. Il a depuis démissionné.* »

« Bataille idéologique »

Un homme incarne selon lui cette compromission : José Miguel Rodríguez Fraga, maire d'Adeje depuis plus de trente ans mais aussi premier secrétaire du Parti socialiste canarien. Intouchable d'après les activistes, il nie toute irrégularité dans le projet. « *Au moment de la réalisation de l'étude d'impact, le directeur ne travaillait pas pour la mairie. Par la suite, il a seulement été chargé de vérifier que la dite étude soit respectée sur le chantier* », détaille le conseiller pour l'aménagement du territoire d'Adeje, Manuel Luis Méndez Martín. Selon lui, la partie du terrain sur laquelle ont été découverts des vestiges guanches est « *délimitée* » et sera « *protégée* ». « *On est fatigués de cette bataille idéologique, soupire-t-il. Ces activistes rejettent le*

tourisme en bloc alors que justement ce projet propose des solutions, en générant plus de revenus et attirant des clients soucieux de l'environnement. »

De son côté, le promoteur Filip Hoste temporise. Selon ses propres dires, c'est un homme « *simple* ». « *Minimaliste* » même, à l'image du mobilier prototype de la maison témoin, la « *casita* », sortie de terre : épurée, aux lignes douces, naviguant à travers un camæü du beige au blanc. La lumière qui filtre depuis la pergola de la terrasse rehausse le blanc de ses dents et le hâle de son teint, lui donnant des allures de spot publicitaire pour compléments vitaminés. Nul besoin de hausser la voix ici, l'ambiance y est feutrée, loin de la rumeur des pelleteuses et des controverses, pourtant juste sous ses fenêtres.



Sous les fenêtres de la maison témoin, les pelleteuses creusent sans relâche pour faire sortir de terre le projet d'ici 2029. © Manon Kraemer

Loin des polémiques

S'il ne les entend pas, il ne les voit pas non plus. Le Belge préfère garder les yeux rivés sur la baie que surplombe le projet, autour de laquelle il construit hôtels et résidences depuis dix années. Après des études à Paris, il vient s'installer aux îles Canaries, bien qu'en y repensant, il détestait le territoire quand il y venait petit en villégiature avec ses parents. C'est de Costa Adeje, « *ses vagues, son petit port* » dont il tombe amoureux. Les premières pierres posées sur le chantier ont d'ailleurs été celles du chemin privatif qui y mène. S'ensuivront des routes « *pour le village* », une station d'épuration et un raccord souterrain du réseau électrique, comme s'enorgueillit Filip Hoste. Pour l'heure, le pylône en plein milieu du terrain et le camion passant quotidiennement récupérer les eaux usées du village font tache sur le décor de carte postale.

Malgré les deux ans d'arrêt des travaux, le sabotage des pelleteuses, le promoteur balai d'un revers de la main les critiques. « *Cuna del Alma sera une référence pour l'île, le projet le plus durable qu'elle n'ait jamais connu !* » Selon lui, la clientèle pourra profiter du système de réutilisation de l'air chaud pompé l'été, pour alimenter le chauffage l'hiver. Elle dégustera des repas composés de légumes récoltés dans le jardin écologique, mis en place sur le sol de l'ancienne bananeraie du port. Un souci de l'environnement que les hôtes de Cuna del Alma devront savoir exprimer avec le porte-monnaie. « *Certains aiment le bling-bling, nous, ici, on vise un luxe tranquille et simple.* »

Avant d'accueillir ses premier-es client-es en 2029, car le promoteur ne doute pas que le projet verra le jour, « *quelques ajustements* » restent à faire. Au coin de la porte qui mène à la véranda, une dalle craquelle. Façonnée à partir de la lave du Teide, volcan emblématique de l'île, elle n'a pas résisté à la pression. ●

Agathe Di Lenardo et Manon Kraemer

REPORTAGE

Sans toit ni lois

Depuis la pandémie de Covid-19, les loyers n'ont cessé de grimper. Des travailleur·ses précaires, main-d'œuvre du secteur touristique, se retrouvent à la rue.

Sous un soleil de plomb, la station balnéaire de Costa Adeje danse au rythme de la Saint-Patrick. Des touristes se sont réunis·es dans les bars de la ville pour célébrer cette fête aux accents irlandais. « *Venez, c'est par ici* », lance Celso Hernández au milieu de la marée verte. Le petit homme aux yeux bleus est travailleur social à Cáritas Diocesana, une organisation de l'Église catholique aidant les personnes vulnérables. À ses côtés, Beatriz Martinez. L'éducatrice sociale coiffe ses cheveux bouclés et noue sa veste en jean autour de son pantalon gris. Tous·tes deux sont membres d'une unité mobile de soins de rue. Leur objectif : venir en aide aux personnes sans-abri. Elles étaient 2 308 en 2023 selon Cáritas. « *Avant, c'était les personnes sans emploi qui n'arrivaient pas à se loger. Aujourd'hui, ce sont des travailleur·ses précaires qui touchent un salaire* », constate Celso. Le tandem continue son chemin pour s'arrêter à hauteur du



Désormais à la rue, Bilal et sa mère dorment dans une tente. © Alexandre Tréhorel

parking souterrain du centre commercial de San Eugenio, un immense complexe en briques. Un jeune homme attend devant l'entrée. Il enlève discrètement un écouteur de son oreille. L'air nonchalant, il laisse tomber une tente pliable sur le sol et tient dans une de ses mains un sac plastique rempli de vêtements et de bouteilles d'eau.

Salarié·es à la rue

Bilal a 19 ans. Il est né tout près d'ici, à la Playa de las Américas. Son père, marocain, a quitté son épouse madrilène en 2010 et n'a plus donné de nouvelles. Sa petite sœur, âgée de 14 ans, a été placée dans un centre de protection pour mineur·es. La famille vivait dans un appartement jusqu'en 2019. Mais les loyers ont explosé après la pandémie. Aux îles Canaries, le prix du mètre carré locatif a augmenté de 20 % depuis deux ans. La mère de Bilal ne pouvait plus l'assumer.

Les hébergements touristiques représentent 37 % des logements de Tenerife selon l'Observatoire du tourisme des îles Canaries. La plupart sont concentrés dans le sud de l'île. « *Les travailleurs locaux préfèrent rester ici parce que c'est plus facile de trouver un emploi. Mais quand il faut investir 80 % de tes revenus dans un loyer, c'est impossible d'assumer les autres dépenses du quotidien* », décrypté Beatriz. La situation concerne tout le monde. « *Mon contrat de location se termine dans un an. Je me rends compte qu'il va falloir que j'aille vivre ailleurs* », confie-t-elle. La famille de Bilal a finalement trouvé un toit dans un squat à Costa Adeje. Une sorte de parking sur lequel étaient construites des petites maisons abandonnées, sans accès à l'eau courante ni électricité. « *Nous habitions dans un lieu qui était déjà occupé par une vingtaine de personnes. C'était notre seule alternative. Nous y avons vécu cinq ans* », ajoute Bilal. Pour subvenir à leurs besoins,



Un bidonville s'est formé à côté du chantier du projet hôtelier Cuna del Alma. © Marius Caillaud

le jeune homme a dû trouver un emploi. Il est serveur dans un restaurant du coin, tandis que sa mère œuvre en cuisine dans une autre enseigne. Deux salaires qui ne suffisent pas pour payer un loyer. « *Nous mangeons grâce à notre travail où je recharge aussi la batterie de mon portable. Je me douche et nettoie mes vêtements à la plage. Je peux vous donner un cours de survie si vous voulez* », laisse échapper le jeune homme avec ironie. On devine une barbe naissante sur son visage truffé de boutons d'acné, en dessous de ses yeux creusés par le soleil et la fatigue.

Traqué·es et chassé·es

Au moment de le rencontrer, Bilal vivait dans la rue avec sa mère depuis une semaine. Les gens qui avaient trouvé refuge dans ces maisons abandonnées ont été expulsé·es de force par des agents de sécurité. « *Les hommes de l'entreprise Ez Property Solutions (qui se présentent comme des spécialistes dans la récupération de propriétés occupées illégalement) sont arrivés tôt le matin et nous ont immobilisés au sol. Puis nous avons été jetés dehors* ». Il s'arrête un instant. Remet l'une de ses deux bananes correctement

sur son torse, nous regarde droit dans les yeux et poursuit : « *Je n'ai jamais eu peur. Je me sentais juste impuissant. La police présente sur place les a laissé faire* ». Le célèbre parc de loisirs Loro Parque, propriétaire du terrain, a ordonné l'expulsion. Sollicité, le directeur de la communication du parc n'a pas souhaité répondre aux questions de la rédaction de Visó. Bilal l'assure, « *on ne dérangeait personne. Maintenant nous dormons dans une tente quelque part en ville, jusqu'à ce que la police locale nous chasse* ». Révolté, le jeune homme confie que ses intentions de vote sont dirigées vers l'extrême droite. « *Personnellement, je voterai pour Vox. Je ne veux pas que des exilés prennent ma place dans des logements. Et il faut nettoyer ce pays de la délinquance* », argumente-t-il. Un discours qui ne surprend pas Beatriz : « *Ce n'est pas la première fois qu'un travailleur précaire nous dit cela. Ils sont désespérés et pensent que Vox peut apporter une solution* ». L'atmosphère s'alourdit en ce milieu d'après-midi. Les clôtures grises du futur chantier, sur le squat désormais rasé, réfléchissent la lumière du soleil. En face vit Katrin Kekosz et son chien. Comme Bilal, l'Allemande vivait [Suite page 24]



Selon Cáritas Diocesana, 2 308 personnes étaient à la rue à Tenerife en 2023. © Marius Caillaud

DÉCRYPTAGE

Trop cher pour rester

L'agglomération de Santa Cruz de Tenerife, historiquement ouvrière et industrielle, réoriente son économie pour attirer les touristes. Au détriment des habitant·es, touché·es par l'explosion des loyers.

dans l'une des maisons abandonnées depuis quatorze ans. Elle s'est installée en urgence dans le calme d'une impasse, entre deux résidences touristiques. Son matelas et sa couverture orange sont dissimulés derrière le tronc du seul arbre de la rue, ce qui lui offre une ombre généreuse. Cheveux blonds, yeux bleus ciel, la femme âgée de 58 ans a la peau sur les os. Ses bracelets glissent le long de ses bras au moindre mouvement. « *Lundi matin, nous avons été violemment chassés par des agents de sécurité. Je savais que j'allais partir un jour, mais pas de cette façon.* » Les rides sur son visage se creusent à chaque mouvement de sa figure. « *J'ai bon espoir que tout se règle jeudi lors de mon rendez-vous*

avec l'assistante sociale. » Katrin survit avec 659 euros par mois, le revenu minimum social espagnol visant à aider les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. Non loin du village Playa Paraíso, les touristes descendent la route menant à El Puertito, petite baie cachée au cœur des pierres volcaniques. Ils et elles ne peuvent pas ignorer les pelleteuses du chantier construisant le projet hôtelier Cuna del Alma, et encore moins le bidonville à proximité. Mirela vit ici depuis cinq ans. La Bulgare, fille unique, habite aux îles Canaries avec sa mère depuis plus de vingt ans. Serveuse actuellement en congé maladie, son salaire ne suffisait plus à couvrir un loyer qui a doublé après la pandémie de Covid-19. Elle vit dorénavant dans une caravane. Sa mère réside dans une maisonnette en contrebas.

Dormir dans une caravane

La discussion se poursuit autour d'un café. Mirela reçoit sur sa terrasse, fabriquée à partir de palettes de bois, avec le sourire. « *J'ai pris un abonnement à une salle de fitness pour 45 euros. Je peux y aller quinze fois par mois et j'en profite pour prendre ma douche, parce qu'à l'intérieur d'une caravane c'est impossible. Vous voulez venir voir ?* »

Derrière les rideaux chenilles de la porte d'entrée, une télévision. L'écran est alimenté par l'électricité provenant des panneaux solaires installés sur le toit. À côté, une kitchenette, un meuble qui croule sous un monsticule d'objets et le lit au fond du véhicule. Elle nous montre l'une des nombreuses petites lucarnes. « *Les gens viennent voler les plus pauvres. La dernière fois, ils se sont même servis d'une de mes chaises de jardin pour rentrer dans ma caravane.* »

Le vent à l'extérieur s'agite. Mirela remet en place son pendentif à la pierre bleue incrustée. Ses yeux marrons pétillent. « *Vous savez, ici, tous les travailleurs rêvent d'avoir une maison plutôt qu'un camping-car égaré au milieu des gravats.* » ●

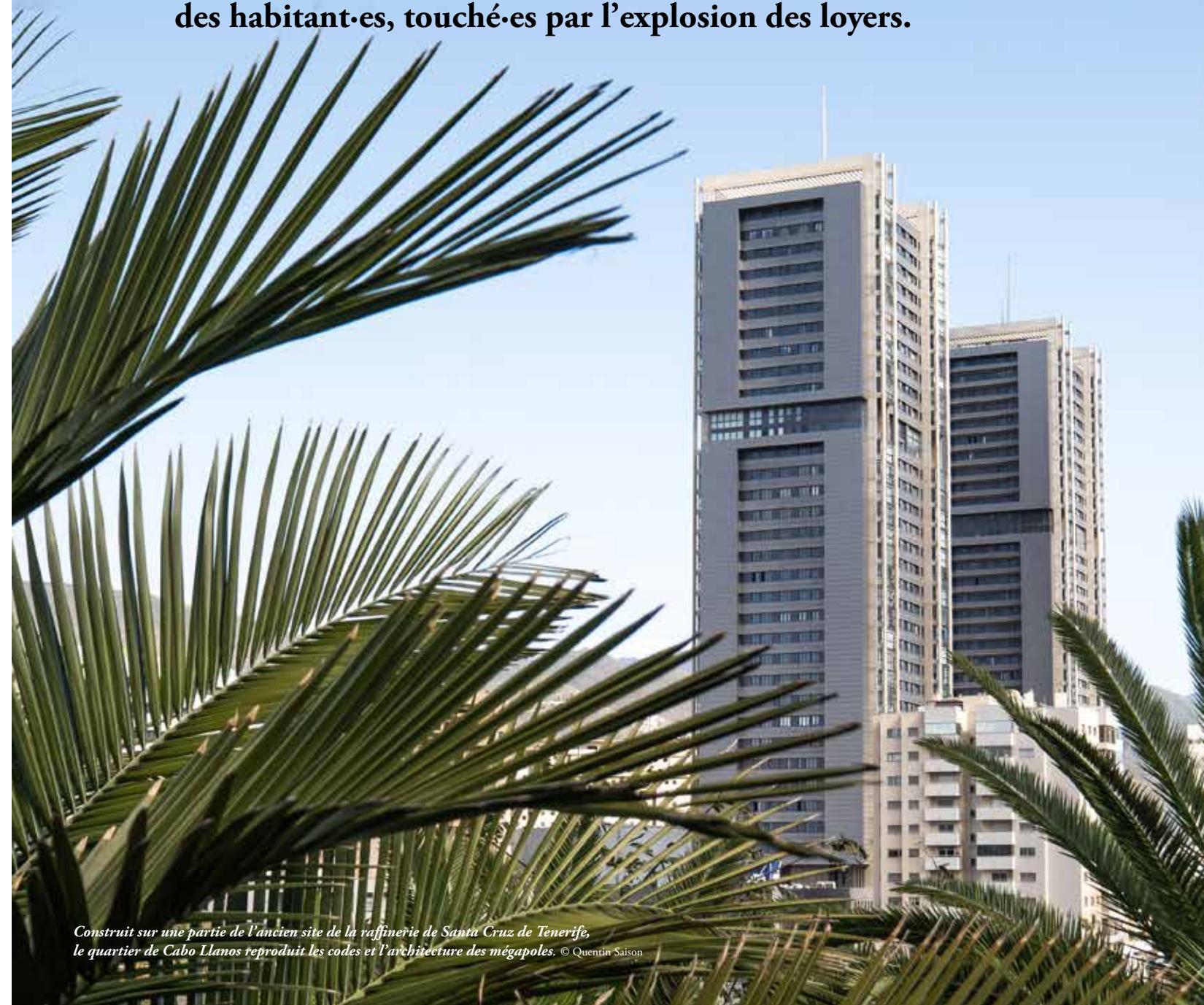
Corentin Teissier



Mirela vit dans une caravane depuis cinq ans. © Alexandre Tréhorel



Katrín et son chien Chiki ont trouvé refuge dans une impasse. © Alexandre Tréhorel



Construit sur une partie de l'ancien site de la raffinerie de Santa Cruz de Tenerife, le quartier de Cabo Llanos reproduit les codes et l'architecture des mégapoles. © Quentin Saison

Du haut du Paletum, le jardin botanique de la ville, cela ne fait aucun doute. Santa Cruz de Tenerife est en pleine transformation. La vue oppose les vestiges de la raffinerie et les tours vitrées. Plus bas, l'avenue Manuel Hermoso Rojas marque la frontière entre son passé industriel, et son futur, tertiaire et touristique. En la remontant depuis le port, immeubles haut de gamme et hôtels étoilés font face à ce qu'il reste de cette industrie, la plus vieille d'Espagne, autrefois premier bassin d'emploi de l'île. Avant son arrêt en 2013, plus de 700 personnes y travaillaient chaque jour.

« *À l'époque, l'odeur empestait toute la ville, qui était une des plus polluées d'Europe. La mairie a fait pression sur le propriétaire de la raffinerie pour qu'il la ferme et lui vendre les terrains* », se souvient Marcus Hübscher, enseignant chercheur à l'université de Dresde (Allemagne). Tombé amoureux de la ville lors de ses années étudiantes, il lui a consacré sa thèse de géographie.

« *Afin d'attirer les touristes, la mairie investit dans des projets immobiliers pour montrer l'image d'une ville moderne* », précise-t-il. Des hôtels quatre

étoiles, un parc aquatique, deux tours jumelles et même un auditorium à l'architecture copiée sur celle de l'opéra de Sydney sont sortis de terre. À chaque coin de rue, les agences immobilières promettent des appartements flambants neufs contre plusieurs centaines de milliers d'euros. Des prix exorbitants, hors de portée des travailleur·ses. « *On ne construit pas de logements pour les classes moyennes* », déplore Víctor Martín, militant anti-tourisme et porte-parole du Sindicato de Inquilinas de Tenerife, le syndicat des locataires. « *Tout est luxueux, orienté haut de gamme. On assiste à une touristification de la ville*. »

Pour s'installer à Santa Cruz, compter jusqu'à 700 ou 800 euros par mois pour un studio. « *Pour les travailleurs du tourisme comme moi, c'est impossible de payer un tel loyer tout seul* »,

se désole Laura, 26 ans, originaire de l'île, depuis la réception de l'hôtel quatre étoiles de Cabo Llanos dans lequel elle travaille. Par chance, elle occupe la maison de son père. Mais pour celles et ceux qui ne peuvent compter sur un·e proche pour payer une partie du loyer, se loger devient un chemin de croix. « *Aujourd'hui, on trouve une chambre dans une colocation au prix d'un appartement avant le Covid-19* », poursuit-elle.

Airbnb dans le viseur

Mais que s'est-il passé pour que les vacancier·es envahissent la ville en aussi peu de temps ? « *Il y a encore dix ans, aucun touriste ne venait jusqu'ici* », se souvient Víctor Martín, la soixantaine. Mais depuis la crise de Covid-19, Santa Cruz devient une destination privilégiée. « *Les gens ne se contentent plus de rester dans les grands complexes du sud de l'île*. » Se développe une autre forme de tourisme, plus familiale, y compris en basse saison. Et dans l'agglomération de Santa Cruz, Airbnb



Isabel, 30 ans, lutte à son échelle contre la gentrification de l'île. © Marius Joly

doublé en dix ans », se désole-t-elle, la voix aiguë et déterminée. Sur le parvis de la cathédrale, la petite trentenaire aux cheveux très noirs, longtemps hébergée chez des ami·es ou dans de minuscules colocataires, raconte ses galères de logement. Derrière elle, les touristes se succèdent : tous et toutes veulent leur photo devant l'édifice.

Les cervaeaux en fuite

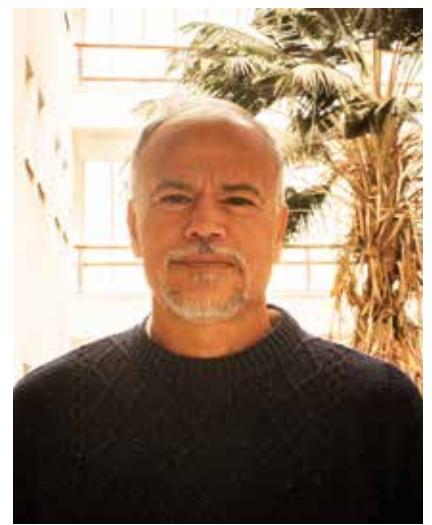
Avec son centre historique, ses rues piétonnes et sa vue dégagée sur la mer, San Cristóbal de La Laguna ne pouvait résister plus longtemps à l'afflux des touristes. Alors les étudiant·es se retrouvent en concurrence avec les plus fortuné·es. « *C'est tout ce système économique tourné vers le tourisme qui entraîne ces hausses de loyers et cette gentrification de Tenerife* », conclut Isabel, alors que des riches remplacent les populations historiques.

« *Il n'y a pas assez de logements étudiants pour tout le monde ici* », appuie Maria, membre du Sindicato de Estudiantes, le syndicat étudiant majoritaire en Espagne. Entre les familles, les touristes et les étudiant·es, San Cristóbal de La Laguna déborde, d'autant que beaucoup d'appartements sont sortis du marché ces dernières années, transformés en location de courte durée.

Cette spéculation immobilière a mobilisé des milliers de personnes dans toute l'Espagne le 5 avril 2025. À Tenerife, les manifestant·es ont appelé à « *mettre fin au marché du logement* » et « *à libérer les 211 000 appartements vacants* » aux Canaries.

Pourtant, l'éloignement des îles les a longtemps préservées du phénomène. Mais les loyers atteignent maintenant les mêmes sommets que dans les métropoles de la péninsule. « *Parfois, on en rit. On se dit que ce serait moins*

Pierre Bayet



Militant contre le surtourisme, Víctor Martín en fait la raison de l'explosion des loyers. © Margot Sanhes



Du haut du jardin botanique, les touristes observent le contraste entre les nouvelles constructions et le passé industriel de la ville. © Quentin Saison



PORTFOLIO

Le volcan qui tutoie les étoiles

Touristes par millions, vulcanologues, astrophysicien·nes, arpencent le Teide, ce géant dont les secousses ont fait naître les Canaries. Quitte à donner aux abords du volcan des airs de parc d'attractions.

Photos et textes : Quentin Saison

Trois touristes se filment en train de courir dans la mine de San José, ancien haut lieu industriel de Tenerife, au pied du Teide.



Le Teide paraît posé sur un vaste plateau rocheux, à près de 2 300 mètres d'altitude. Dans ce décor digne d'un Sergio Leone, c'est à qui aura le plus beau selfie. Plus de quatre millions de touristes foulent chaque année le sol poussiéreux.

Il a beau être le point culminant de l'Espagne, le volcan n'est plus réservé aux alpinistes depuis 1965. Un téléphérique permet d'accéder au sommet en huit minutes, évitant 1 200 mètres de dénivelé aux grimpeurs. Coût de l'aller-retour : 48 euros. Sur le parking, les cars de touristes bataillent avec les voitures de location.



Les terrasses et les boutiques se succèdent. On y vend des souvenirs estampillés Tenerife : t-shirts, casquettes, décapsuleurs, crayons... Un hôtel a même été construit pour accueillir les vacancier·es les plus aisé·es. Jaime Coello Bravo, ardent défenseur du parc naturel, fulmine. « Le gouvernement local voit le Teide comme un parc d'attractions. »



Stavros Meletlidis, lui, est vulcanologue. Il passe au crible chaque atome du colosse de 3 715 mètres à travers son microscope, cherche à mieux comprendre le fonctionnement du Teide, essaye de déceler le moindre soubresaut d'activité.

Un travail de fourmi, alors que l'archipel des Canaries a été façonné par un volcanisme intense. « Les gens n'en ont pas conscience, mais ici, il n'y a pas de montagne. Tout n'est que volcan. »



Pedro Torres connaît le Teide depuis son enfance. La fenêtre de sa maison donnait sur la cime du volcan ; son oncle travaillait à la mine de San José, au pied du géant. Ingénieur aux côtés de Stavros, il a choisi de dédier sa vie à la vulcanologie.

« Avant d'étudier le Teide, je l'escaladais. Travailler ici, c'est une vraie vocation. »

Natia Luengo elle, a tout plaqué pour venir étudier le volcanisme sur les îles Canaries. « Je suis arrivée à contrecœur. Mais aujourd'hui, je me sens comme une vraie Canarienne. »

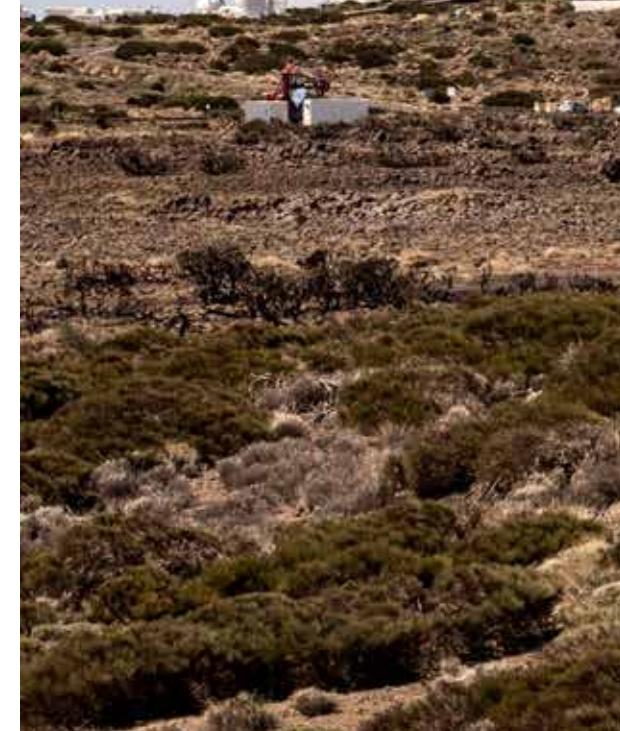




Le Teide n'est pas entré en éruption depuis 1909, mais une activité sismique intense en 2004 a poussé le gouvernement espagnol à renforcer sa surveillance. « *Malgré tout, on ne sait jamais vraiment quand il y aura une éruption*, reconnaît Stavros Meletlidis. On effectue des mesures en continu, mais les choses peuvent s'emballer

très vite. » En 2021, une importante éruption sur l'île de La Palma, à quelques kilomètres de Tenerife, a détruit 1 345 habitations, durant plus de 85 jours. Stavros était sur place. « *Les premiers signes ne sont apparus qu'une semaine avant. C'est pour cela que nous devons être constamment vigilants et capter le moindre indice.* »

Parce que le volcan tutoie les cieux, d'étranges dômes blancs ont fleuri sur l'un de ses contreforts, Izaña, à 2 400 mètres d'altitude. L'observatoire astronomique du Teide, l'un des plus importants au monde, accueille chaque année plusieurs centaines de chercheur·ses en astrophysique. Fleuron de la science espagnole, l'unité de recherche a pu voir le jour grâce à un ciel d'une rare clarté, souvent à l'abri des nuages, loin des turbulences de l'atmosphère et de la pollution lumineuse.



« Quand on grandit à Tenerife, et qu'on voit ce ciel si pur en levant le regard, on ne peut qu'être fasciné par le cosmos. »

Miguel Alarcón a 27 ans, et valide cette année son doctorat en astrophysique. Depuis l'observatoire, il chasse les astéroïdes. Il scrute chaque recoin du ciel visible, dans le cadre d'un programme très sélectif développé par la Nasa. Cet été, Miguel a découvert 2024 NP2, un astéroïde désormais sous haute surveillance, dont la trajectoire doit croiser celle de la Terre.



Tutoyer le volcan au quotidien peut être difficile. Ángel Amaro y passe pourtant ses journées, entretient la dizaine de télescopes installés à l'observatoire. « Ici, tout est différent. Il faut tout le temps boire, l'air est extrêmement sec. Mais l'environnement de nuit est extraordinaire. Ça me relaxe énormément de me plonger dans les étoiles. » La nuit, la Voie lactée écrase le Teide. Même posé face à l'Univers, le volcan reste épataant. ●

DÉCRYPTAGE

Déterrer ses racines

Les habitant·es de l'archipel tentent de (re)définir leur identité, loin des stéréotypes et des traumatismes du passé.



D'immenses complexes hôteliers se dressent désormais au pied de la montagne, de l'autre côté de la route, proches de la mer. Celles et ceux qui y vivent, « *les gens d'en bas* », personne ne les connaît plus à Santa Úrsula affirment Clementina, Adela et Teresa, voisines depuis l'enfance. Même si les octogénaires saluent encore de la main quelques automobilistes aux visages familiers, les habitant·es de cette ville du nord de Tenerife ont bien changé. Le nombre de Santaursuleros·as a presque doublé depuis les années 1990, en partie à cause du tourisme. « *Les Rois mages ont été remplacés par le Père Noël, les gens célèbrent Halloween. On ne nous salue plus dans notre langue, mais en anglais, désespère Adela. On ne fait même plus l'effort de nous dire "holà" ou "adios" en espagnol.* » Les grands-mères se rassurent. Certains lieux résistent. À quelques pas des maisons de Clementina, Adela et Teresa, la Casa Lito, construite en 1821, en est un exemple. Ici, tous·tes nomment ce genre de taverne typique : *guachinche*. Chacun de ces restaurants est semblable par sa simplicité. Pas de dorures ni de fioritures. Avec son toit de tôle, la cahute jaune qu'est la Casa Lito ne fait pas exception. Clementina insiste. « *Les guachinches sont vraiment très importants dans l'identité canarienne. On y mange local, et c'est un lieu social des villages.* »

Des clichés tenaces

Cette sociabilité, Lilia Ana Ramos Martín cherchait à la retrouver. Cela fait six ans que la photographe est revenue sur ses terres, motivée par le souhait de se reconnecter à son identité. « *J'ai toujours senti que mes racines étaient ici, aux îles Canaries* », confie la jeune femme, comme une évidence. À la terrasse d'un café de San Cristóbal de La Laguna, à quelques kilomètres de sa ville natale, elle sirote sa limonade et sourit discrètement. Elle est apaisée. Après avoir vécu vingt ans à Valence, elle se sait définitivement de retour chez elle. Avant de regagner Tenerife, elle expérimente un certain malaise identitaire. « *En vivant à Valence, j'ai vu que l'image des Canaries qu'avaient les gens de la péninsule était tordue, déformée, filtrée par une sorte d'exotisme, par une approche coloniale.* »

Beaucoup de stéréotypes ont traversé les époques depuis 1496 et la fin de la conquête des îles Canaries par l'Espagne. Des clichés renforcés par l'aspect lointain de l'archipel, situé au milieu de l'Atlantique, à proximité du sud du Maroc.

« *Nous, Canariens, vivons très loin du reste de l'Espagne, alors nous sommes très déconnectés de nombreuses choses. La situation géographique et ultrapériphérique est très importante* »



« Il est coutume pour les familles canariennes de faire des kilomètres pour venir dans des guachinches », confie Myriam, gérante de la Casa Lito. © Margot Sanhes

dans la construction de notre identité », affirme l'historien Roberto José González Zalacain, spécialiste de la notion d'identité politique. Dès la fin de la dictature franquiste, la recherche se saisit du lien entre géographie et identité. En tête de file : le chercheur Juan-Manuel García Ramos. L'universitaire, devenu homme politique, est aujourd'hui âgé de 76 ans. Dans les années 1970, il a été le premier à théoriser la notion d'atlanticité, « *Atlanticidad* » en espagnol. Il conçoit l'identité des îles Canaries comme étant dépendante de leur place dans l'océan Atlantique. « *Pensez-vous que Malte est une île africaine ? Non, vous vous dites que Malte est méditerranéenne. Pensez-vous que Cuba est nord-américaine ? Non, vous pensez que c'est une île des Caraïbes. Je pense la même chose des îles Canaries : c'est atlantique* », explicite le professeur émérite.

Les penseur·ses contemporain·es emploient désormais souvent ce concept comme point de départ d'une réflexion plus large. Lilia a elle-même nommé son premier projet photographique « *Atlanticidad* ». « *J'ai pensé ce travail comme une manière de répondre à ce que j'ai vécu à Valence : pour dire qu'entre des Canaries, ce n'est pas que des stéréotypes.* » Là bas, sur le continent, elle se souvient que les Canarien·nes sont perçu·es comme lent·es, paresseux·ses. « *Il y a cette idée que nous sommes toujours à la plage.* »

L'accent et les mots spécifiques des habitant·es de l'archipel



Lilia Ana Ramos Martín, photographe, est rentrée à Tenerife juste avant la pandémie de Covid-19, après avoir passé vingt ans à Valence. © Margot Sanhes

sont moqués. Aux îles Canaries, le mot autobus n'existe pas. « *On dit guagua* », comme en Amérique latine. Autre similitude avec le Nouveau Monde, personne n'emploie « *vosotros* » pour dire « *vous* ». Les Canarien·nes utilisent plutôt « *ustedes* ». Les deux territoires partagent une histoire migratoire commune. De nombreuses familles canariennes ont migré au Venezuela, pays désormais surnommé « *huitième île* » des Canaries. Des villes sud-américaines ont hérité d'une architecture identique à celle de l'archipel et notamment similaire à la ville de San Cristóbal de La Laguna. À l'inverse, en se promenant à Tenerife, les maisons aux façades colorées transportent les touristes de l'autre côté de l'Atlantique. « *Parfois, les gens de la péninsule nous disent : pourquoi est-ce que vous écoutez tellement de salsa ? Pourquoi est-ce que vous parlez comme ça ?* », raconte la photographe. *Nous avons plus de similitudes avec quelqu'un de Porto Rico qu'avec quelqu'un de Galice, en Espagne. Nos histoires se ressemblent.* »

Une proximité historique qu'elle lit dans leur passé colonial. À ses yeux, les îles Canaries ont été « *le petit labora-*

toire de la colonisation espagnole ». « *C'est la première fois qu'un endroit est colonisé à l'époque moderne. Aux Canaries, on essaie à la plantation de cannes à sucre et on fait venir des esclaves, avant de déployer ce modèle ailleurs.* » Des traumatismes historiques que l'archipel partage avec les pays sud-américains. « *Comme là-bas, on a massacré et persécuté ceux qui vivaient sur le territoire colonisé, les indigènes canariens : les Guanches.* »

« Nous sommes des enfants bâtards »

Ces autochtones, longtemps considéré·es comme disparu·es, ont participé malgré elles et eux à l'écriture d'un récit national, et à la conception d'une identité canarienne falsifiée. « *Le discours franquiste a essayé de faire disparaître notre héritage guanche, de nous faire croire qu'ils avaient tous été tués lors de la colonisation espagnole et qu'il ne restait rien d'eux*, souligne Lilia. *C'est un discours qui a longtemps été repris, notamment dans ma famille.* »

Son père est né en 1944. Il se souvient qu'à l'école on lui enseignait l'histoire en nommant les Guanches du bout des

lèvres. Un jour, lors d'une excursion familiale au Teide, un panneau explicatif raconte qu'un corps momifié guanche a été retrouvé. Des racines mélangées à du gras de chèvre sont identifiées dans son estomac. En lisant cela, le père de la photographe s'exclame : « *Ab ! C'est ce que ma mère mangeait après la guerre civile, lorsqu'il n'y avait plus assez de céréales pour faire du gofio, un plat typique canarien !* » Pour la famille, c'est évident : si les Guanches avaient vraiment disparu, ce plat aurait dû s'éteindre avec eux.

« *Nous avons eu un déclic, se souvient Lilia. Nous nous sommes dit que l'histoire qu'on nous avait racontée n'était peut-être pas tout à fait vraie. Et en effet, en faisant notre arbre généalogique, nous avons découvert que nous avions des ancêtres guanches.* » Pour la philosophe et activiste Larisa Pérez Flores, le tableau est clair. « *Tous les Guanches n'ont pas été tués. Ils ont été violés, et nous sommes les enfants bâtards des indigènes et des colons.* » L'identité canarienne ne pourra pas être pleinement comprise tant qu'il n'y aura pas eu une « *décolonisation de la construction de notre histoire* », revendique la penseuse.

Une identité mouvante

Les cas de Lilia et de Larisa n'ont rien d'atypique à Tenerife, affirme le sociologue Roberto Gil Hernández, auteur de la thèse « *Les fantômes Guanches* », sur le mythe qui les entoure. « *Les dernières études génétiques de l'université de La Laguna révèlent que près de la moitié de la population canarienne serait descendante d'indigènes.* »

« *L'identité est un espace de tension et de bataille* », insiste le chercheur. À la croisée des chemins entre l'Europe, l'Afrique, et l'Amérique du Sud, les îles Canaries en sont l'illustration. Une zone de métissage, où l'identité est en perpétuelle définition. « *Qu'est ce que l'identité pour chacun ?* », s'interroge le sociologue. *Nous avons beaucoup d'identités en nous, et c'est très important de prendre cela en compte. Chaque personne interprète le sens du mot "identité" différemment.* » Même si « *essentialiser l'identité est dangereux* », Larisa est convaincue que « *revendiquer une identité, c'est survivre. C'est pouvoir être quelqu'un dans le monde en étant digne.* » ●

Pierre Berho et Margot Sanhes



Les maisons colorées de Santa Úrsula rappellent l'Amérique du Sud. Un coin du monde semblable, par bien des aspects, aux îles Canaries. © Margot Sanhes



Les paysages du nord de Tenerife sont encore assez épargnés par le tourisme. Ce n'est qu'en bord de mer qu'on trouve des complexes hôteliers. © Margot Sanhes

« *Nous nous sommes dit que l'histoire qu'on nous avait racontée n'était peut-être pas tout à fait vraie.* »

Détruire l'histoire au bulldozer

L'urbanisation effrénée menace plusieurs sites archéologiques du peuple autochtone guanche. Des militant·es se mobilisent pour lutter contre des projets ravageurs et défendre un héritage.



Sixto García (en haut) et Javier Bautista (en bas), sont membres du collectif Imastanen. © Maxime Sallé

Au nord de l'aéroport Reina Sofia à Tenerife, un vaste chantier a débuté pour construire un circuit automobile de renommée internationale. Sur place, Sixto García, ingénieur forestier et fondateur du collectif d'archéologie Imastanen, observe d'un œil inquiet l'ampleur des travaux de terrassement. Dans cette zone de chantier, plusieurs sites archéologiques ont été répertoriés, explique l'homme de 52 ans. Principalement des gravures rupestres et des fragments de céramique. Pourtant, le chantier se poursuit, menaçant les vestiges patrimoniaux des Guanches, le peuple autochtone qui habitait Tenerife avant la colonisation espagnole au XV^e siècle.

« Un circuit de Formule 1 sur une île éloignée de tout, ça n'a pas de sens », commente Sixto García, qui dénonce l'absurdité du modèle touristique. Engagé dans la défense du patrimoine depuis plus de trente ans, il accuse l'accaparement et la destruction de la terre de ses ancêtres par des entreprises qui viennent y construire des hôtels, des piscines et des terrains de golf. « Pour le pouvoir en place, la croissance, c'est toujours plus de ciment », s'attriste l'activiste. Il craint que, sans un arrêt du projet, un hôtel, un parking, voire une zone commerciale s'installent à proximité, et mettent en péril d'autres vestiges. Sixto García dénonce même une logique coloniale : « Les autorités exploitent toujours des terres qui ont été volées aux Guanches lors de la conquête. Jamais elles ne voudront reconnaître l'identité indigène, ni protéger ce que leurs parents ont toujours essayé de détruire. » Ces craintes sont nées de précédentes atteintes au patrimoine, causées par des travaux ou par des promeneur·ses négligent·es. L'un des derniers exemples en date a eu lieu à Adeje, dans le sud de l'île, avec le projet Cuna del Alma, un complexe hôtelier de luxe de 420 villas (voir p. 14). En 2022, le gouvernement des Canaries a accusé l'entreprise Segunda Casa Adeje S.L., en charge du chantier, d'avoir « détruit intentionnellement » un site archéologique connu et documenté. Aujourd'hui, une poignée de Canarien·nes revendique le passé indigène pour



Au sud de Tenerife, des travaux sont en cours pour bâtir un circuit automobile, malgré la présence de sites archéologiques. © Maxime Sallé

raviver la mémoire collective et protéger ces vestiges. D'après le sociologue Roberto Gil Hernández, spécialiste de la construction des identités politiques et culturelles, l'héritage guanche n'est plus qu'un « fantôme » au sein de l'essence canarienne. Toutefois, ce passé est aussi récupéré pour servir de levier politique. « Les Guanches sont devenus un point de ralliement des luttes contre le capitalisme. C'est-à-dire qu'il existe un refuge dans l'histoire précoloniale pour affronter les défis de la colonisation actuelle basée sur le néolibéralisme, le changement climatique, le genre, la race, les inégalités de classe », relève le chercheur basé à l'université de La Laguna.

Un modèle prédateur

Certain·es militant·es comme Gabriel González, conseiller municipal d'opposition à Adeje et membre du parti de gauche Podemos, citent le patrimoine guanche pour défendre des causes environnementales et freiner des projets immobiliers, car de nombreuses espèces végétales sont aussi menacées. Ces derniers mois, il a accusé l'équipe municipale de vouloir faire « des affaires et de l'argent facile » en développant le tourisme, renforçant « un modèle territorial prédateur qui crée des emplois à bas salaires » et n'aide pas les habitant·es à se loger. Son autre grand combat : militer contre Hoya Grande, un projet d'une superficie de plus d'un million de mètres carrés, comprenant 1 680 lits d'hôtel, 140 villas et un terrain de golf, le dixième de l'île. L'installation devrait consommer plus de deux millions de litres d'eau par jour, une aberration écologique alors que l'île en manque déjà. La Commission régionale d'évaluation environnementale avertit

« Les Guanches sont devenus un point de ralliement des luttes contre le capitalisme. »



Une gravure rupestre sur le site du projet hôtelier de luxe Hoya Grande.
© Maxime Sallé



Un coquillage et un éclat d'obsidienne trouvés par les membres d'Imastanen sur le chantier du circuit automobile. © Maxime Sallé

que les travaux auront un impact « significatif » sur 29 éléments ethnographiques et archéologiques présents sur le site. En février 2025, le collectif Imastanen a signalé que deux vestiges archéologiques n'avaient pas été répertoriés, accusant la Commission de manquer de fiabilité.

Manuel Luis Méndez Martín, adjoint au maire d'Adeje, chargé du développement, défend l'intérêt de ces projets. Il assure que les sites archéologiques de Cuna del Alma et d'Hoya Grande seront « protégés et même visitables ». Mais, Sixto García émet des doutes : « *Les promoteurs peuvent casser une gravure et payer l'amende, ça ne les dérangerai pas. La maison qui sera vendue dessus vaudra un million d'euros et ils se rembourseront.* » À ce jour, plus de vingt dossiers de sanction dans l'ensemble des Canaries ont été ouverts.

La conservation du patrimoine indigène est rendue compliquée par la nature de ces vestiges, les édifices guanches n'étant pas monumentaux. Au circuit automobile et à Hoya Grande, Sixto García montre des gravures cachées au milieu des rochers, mais, abîmées par le vent et le soleil, elles sont difficilement discernables. Autour, des restes de poterie, des coquillages et de l'obsidienne jonchent le sol, laissés ici et là par les ancien·es habitant·es. « *Ça pose des problèmes de visibilité, de localisation et de conservation. Et même pour la mise en valeur, il faut que le public voit quelque chose* », explique Jorge Onrubia-Pintado, historien et archéologue, spécialiste des îles Canaries. En plus du musée de la Nature et de l'Archéologie, seuls deux sites patrimoniaux sont pour le moment valorisés à Tenerife, l'un au parc national du Teide, l'autre dans la commune de San Miguel de Abona, au sud de l'île. Ce qui est trop peu pour les membres d'Imastanen. Le gouvernement canarien avance que d'autres sites seront ouverts au public dans les années à venir.

Cause perdue

Autre problème, les cartes archéologiques permettant de localiser les vestiges ne sont parfois pas à jour depuis des années. « *Et quand on ne sait pas ce qu'il y a sous terre, on autorise* », relate l'archéologue. C'est là que le collectif Imastanen intervient, pour localiser les sites archéologiques et rappeler aux autorités compétentes la nécessité de les protéger.

Désormais ce combat trouve un écho au parlement canarien. Le 13 février 2025, le groupe parlementaire de gauche Nueva Canarias a déposé une résolution (non approuvée par les député·es) sur la « *reconnaissance et la réparation de la mémoire historique des premiers Canariens* ». Il dénonce la violence de la conquête coloniale et propose la création d'une commission de la mémoire pour retirer tous les symboles du colonialisme de l'espace public. Natalia Santana, la députée régionale à l'origine de ce texte, a souhaité porter le combat de ces activistes au parlement et dénoncer un problème qui

est aussi éducatif : « *Quand mon garçon de 8 ans va à l'école, on ne lui parle des Guanches que sous le prisme du folklore, on ne lui enseigne pas la véritable histoire de son pays.* »

À l'intérieur de l'hémicycle comme à l'extérieur, les défenseur·euses du patrimoine peinent à rassembler. Chez Imastanen, les militant·es sont « *profondément préoccupés et épouisés* » par le manque de considération alors qu'ils et elles consacrent beaucoup de temps et de ressources pour défendre leur cause. Pour l'heure, l'équipe multiplie les plaintes, les interventions dans les établissements scolaires et intensifie sa communication sur les réseaux sociaux. D'autres ont choisi la chanson pour transmettre leurs idées. C'est le cas de Carlos A. Guilarte, alias Dadda Wanche, porte-parole de l'Assemblée pour la défense de notre terre, un collectif né en 2017 pour lutter contre le rejet des eaux usées dans la mer, mais qui, depuis, se mobilise aussi pour le patrimoine. Dans ses paroles, l'artiste de 43 ans veut « *sensibiliser les Canariens à leur passé* ». Javier Bautista, 23 ans et membre d'Imastanen, s'est lancé dans le rap sous le pseudo Bau avec la même idée. Il s'attriste d'être l'un des seul·es de son âge à s'intéresser aux Guanches : « *Si l'on ne fait rien, plus personne ne s'en souciera.* »

Après avoir manifesté l'année dernière contre le tourisme de masse, les associations mobilisées pour le patrimoine guanche ont de nouveau battu le pavé le 5 avril 2025 lors d'un rassemblement contre le mal-logement. Chaque moment doit être saisi pour militer, note Sixto García, qui défend un modèle d'archéologie sociale pour que chacun·e se reconnecte avec le passé et prenne conscience de la valeur de ce patrimoine. Lui doit sa passion à la découverte d'une sépulture lorsqu'il avait 8 ans. Alors qu'il jouait dans les ruines, il est tombé sur une momie. Près d'un demi-siècle plus tard, il refuse de voir ces traces du passé « *ensevelies sous le béton ou le gazon* ». Des vestiges infimes et irremplaçables, des confettis de l'histoire, qu'il s'acharne à sauver de l'oubli. ●

Maxime Sallé



Natalia Santana, députée du parti de gauche Nueva Canarias, est à l'origine d'une résolution dénonçant la violence de la conquête coloniale.
© Maxime Sallé



Ce site d'excavation de pierres du sud de l'île est pointé du doigt par le collectif Imastanen, pour montrer comment les autorités rasent les montagnes et les vestiges qui s'y trouvent. © Maxime Sallé

Les Guanches dans l'histoire de Tenerife

Les Guanches, peuple autochtone des îles Canaries, font partie des Amazighs : des Berbères venu·es d'Afrique du Nord, qui se sont installé·es sur l'île entre le V^e siècle av. J.-C. et le I^{er} siècle ap. J.-C.

Les premier·es Européen·es arrivent aux Canaries en 1402 et débutent la conquête de l'île de Lanzarote pour le compte du roi de Castille Henri III. Tenerife est la dernière île conquise, entre 1494 et 1496. Ce peuple est dans un premier temps mis en esclavage, avant son abolition complète en Espagne en 1886.

Durant les années 1960 et 1970, un fort mouvement indépendantiste émerge sur l'île, mettant en avant l'identité guanche pour se différencier de la péninsule. En 1982, les îles Canaries obtiennent un statut d'autonomie.

1RE

route de migrations irrégulières
pour entrer en Espagne

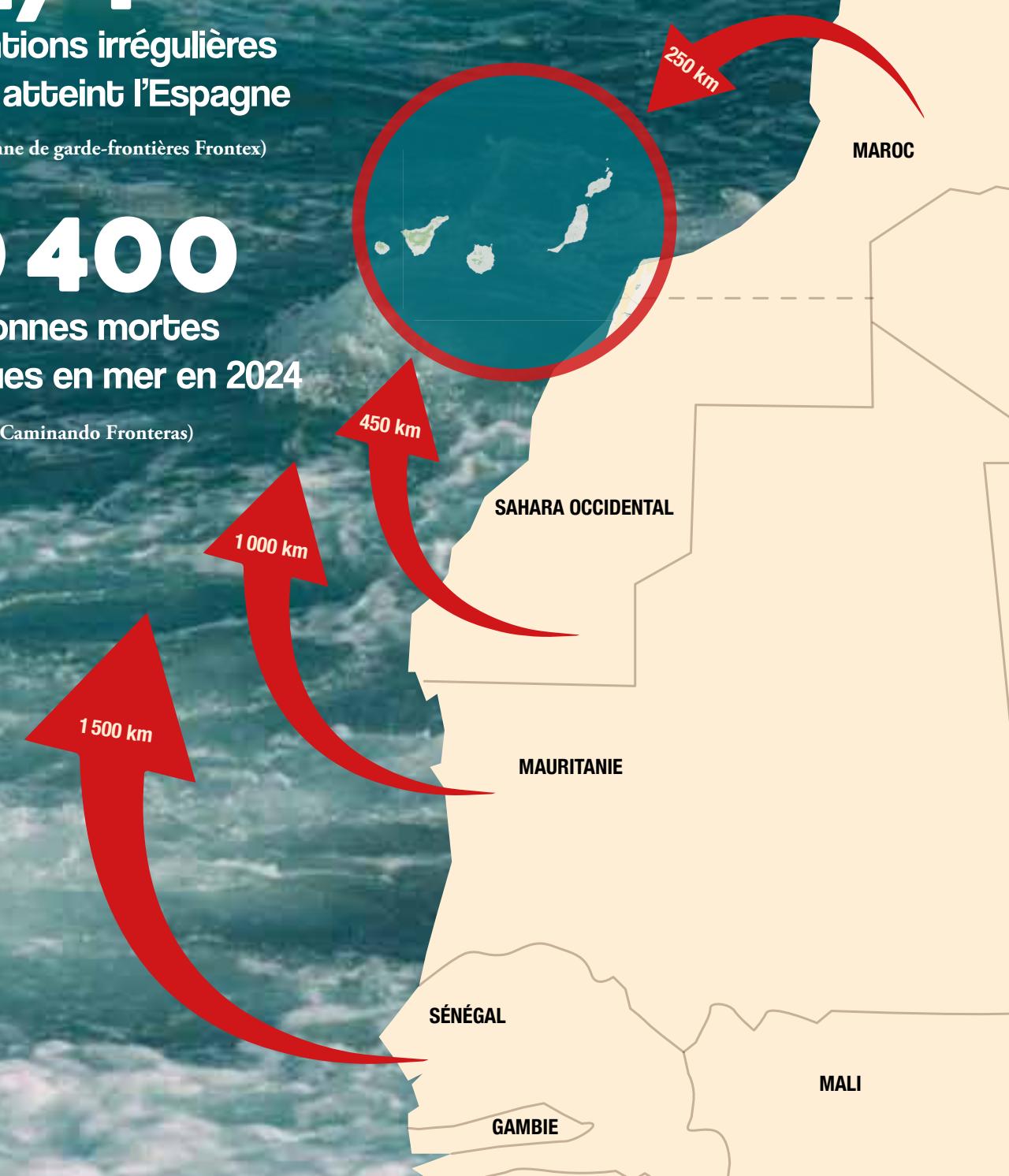
(Agence France-Presse)

1/4
des migrations irrégulières
en Europe atteint l'Espagne

(Agence européenne de garde-frontières Frontex)

10 400
personnes mortes
ou disparues en mer en 2024

(ONG Caminando Fronteras)



DOSSIER

AUX PORTES DE L'EUROPE

Mineur·es non accompagné·es, adultes abandonné·es,
travailleur·ses exploité·es...

Les îles Canaries sont le théâtre de nombreuses défaillances.
Invisibles et déshumanisées, les personnes exilées* doivent aussi
faire face à l'instrumentalisation politique.



PERSONNES EXILÉES

Plutôt que « migrant·es »,
qui fait souvent l'objet
d'une récupération politique
renvoyant à l'image d'une masse
informe et déshumanisée,
la rédaction de Viso a choisi
d'utiliser l'expression
« personnes exilées ».

Jeunesse isolée, avenir balayé

Manque de ressources, maltraitances, détournement de fonds...

Dans plusieurs centres pour mineur·es non accompagné·es, censés les protéger jusqu'à leur majorité, la violence règne.

« Je suis parti du Mali parce que je voulais devenir footballeur, avoir un bon futur et aider ma famille, mais quand je suis arrivé ici, le centre m'a découragé. »

Adama* s'est rendu aux îles Canaries de manière irrégulière à 16 ans, plein d'espoir. Un an plus tard, il est placé dans l'un des centres d'accueil pour mineur·es isolé·es surchargés de Tenerife, dans un petit village perdu au nord-ouest de l'île.

« J'ai mis deux mois à réaliser que j'étais aux Canaries et pas en Espagne », se rappelle le jeune homme, inquiet à l'approche de son 18^e anniversaire. Cet après-midi de mars, il a bravé sa sanction pour prendre le bus et venir à San Cristóbal de La Laguna, commune universitaire



Un dessin qu'Adama*, 17 ans, réalise dans le centre où il est hébergé.
© Lisa Défossez

attente à la capitale. Pour être rentré après l'heure de son couvre-feu, le jeune a été privé de sortie pendant un mois. « On va à l'école en ayant faim, on n'arrive pas à suivre les cours », déplore-t-il.

Un parcours du combattant

La plupart des mineur·es arrivent à El Hierro, petite île la plus au sud des Canaries, avant d'être transférée·es à Tenerife ou à Gran Canaria. Adama a dû embarquer à bord d'un bateau pour une traversée irrégulière de cinq jours, avec 98 autres personnes. « Il n'y avait pas assez à manger et à boire pour tout le monde. J'ai vu des gens qui n'avaient rien, alors j'ai partagé avec eux, mais il ne me restait plus à manger pour les deux derniers jours. »

Comme Adama, plus de 5 000 mineur·es non accompagné·es sont hébergé·es aux Canaries, l'un des principaux couloirs de migration irrégulière vers le territoire européen, pour une capacité de 2 000 places. Une fois arrivé·es, les mineur·es doivent être pris·es en charge par le gouvernement des Canaries et sont sous sa tutelle. Des centaines d'entre elles et eux attendent des mois avant d'être envoyé·es vers des centres d'accueil. Dans l'un d'entre eux, à San Cristóbal de La Laguna, les 324 jeunes hommes errent, désœuvrés, espérant rejoindre le continent et commencer à travailler à leurs 18 ans. « On ne fait rien. J'ai demandé à suivre des études plusieurs fois, mais on me dit toujours d'attendre », regrette Lamine à la sortie du centre. Le jeune homme est venu du Sénégal à ses 15 ans, après une semaine de voyage en bateau avec 180 personnes à bord. « C'est très dur psychologiquement. Ils ont des histoires de vie compliquées, ils sont dans un âge conflictuel. J'ai des collègues qui sont en burn-out, il y a trop de pression »,



À l'entrée d'un centre d'accueil, des graffitis « ONG mafias » et « Stop racismo » dénoncent la gestion des centres par certaines organisations. © Lisa Défossez

relate Enrique*, éducateur, entre deux gorgées de la boisson énergisante qu'il boit frénétiquement, dérangé toutes les minutes par une nouvelle sollicitation. À l'intérieur, des dizaines de jeunes jouent au babyfoot dans une grande salle où se trouvent de larges tapis de prière et des décorations « Ramadan Mubarak » aux murs.

De nombreuses défaillances

« Il n'y a pas assez de ressources, le système ne fonctionne pas, les jeunes restent dans les centres d'urgence plus longtemps que nécessaire », dénonce Daniel Altuna, ancien éducateur qui a travaillé dans l'un des plus grands centres de Tenerife pendant cinq mois, avant de démissionner. « C'est dirigé par des gens qui ne sont pas du tout préparés. L'environnement de travail est très hostile. Ils embauchent des personnes qui ont un profil d'agent de sécurité plutôt que d'éducateur. » Aucun diplôme n'est requis pour travailler dans ces centres, « car ils veulent juste maintenir l'ordre avec des moyens archaïques et contrôler les masses », selon Daniel Altuna. Le centre d'urgence où le psychologue de 30 ans travaillait hébergeait 300 mineur·es à Santa Cruz de Tenerife. Seulement cinq d'entre eux et elles allaient à l'école, malgré l'obligation légale du gouvernement de les scolariser. « Quand j'y étais, un homme employé depuis quatre ans a été nommé responsable. Il a commencé à frapper les enfants. » L'ONG a fini par le poursuivre en justice, « mais ils le connaissaient déjà, ils connaissaient les moyens qu'il utilisait. Il dirigeait une maison close et un centre de mineurs en même temps. C'est pour cela que je suis parti, c'était trop. »

Les éducateur·ices sont payé·es au salaire minimum et signent des contrats précaires avec une période d'essai de cinq mois. Selon l'ancien employé, beaucoup de situations violentes ont été provoquées par le fait que les travailleur·ses hurlaient, poussaient, traitaient les mineur·es comme du bétail. « Ils envoyait les enfants qui se comportaient mal dans un centre de Puerto de la Cruz où les passages à tabac étaient systématiques. Ils avaient même une chambre d'isolement au cinquième étage où ils les enfermaient et les frappaient pendant plusieurs jours. »

Depuis son appartement coloré de Tenerife, Antoine* confirme. « Ce que j'ai vu là-bas m'a toujours choqué, mais je ne me suis jamais interposé. » « Là-bas », c'est un autre centre pour jeunes hommes dans lequel il a travaillé pendant neuf mois. Ses mains disent tout. Souvent, elles s'agitent. Il parle vite, comme si ses pensées ne demandaient qu'à sortir. « J'ai laissé passer des choses que je n'aurais jamais tolérées en France », réalise ce Français de 25 ans. Antoine était « l'étranger » reconnaissant d'avoir un travail, il ne faisait pas de vagues, et de toute façon, il n'avait pas le niveau d'espagnol pour exprimer ce qu'il pensait. « Je me sentais seul, parce que pour mes collègues, ce qui se passait était normal ! »

Après avoir déménagé sur l'île avec un copain « attiré par le surf et les montagnes », Antoine a passé plusieurs semaines à faire du woofing (bénévolat dans des fermes en échange du gîte et du couvert) et à dormir dans une voiture. En avril 2024, il est embauché dans un centre ouvert deux mois plus tôt et accueillant 48 mineurs.

Une opportunité pour celui qui a déjà travaillé auprès de réfugié·es et de jeunes placé·es à l'Aide sociale à l'enfance (Ase) en Vendée. Mais dans son équipe d'une vingtaine de personnes, il est l'un·e des seul·es avec un diplôme dans le social : « Ils prennent n'importe qui, tant qu'il n'a pas violé d'enfants... »

En arrivant, Antoine s'imagine créer du lien avec les jeunes et préparer leur avenir. Mais très vite, il réalise que sa mission, c'est d'être « un gardien ». « On travaillait tout le temps, mais pour faire des choses absurdes. On avait peu de pauses, pour un salaire médiocre, raconte-t-il. J'ai signé un contrat de travail de jour, et au bout de deux mois, on m'a imposé de venir la nuit. »

Le plus important, c'était que le centre soit impeccable, tout le temps. « Avec les jeunes, on lavait trois fois par jour les toilettes, les douches et le réfectoire. » Les premiers mois, seulement une dizaine d'adolescents sont scolarisés. « Avec mes quatre mots d'espagnol, je me suis retrouvé à enseigner la langue sans matériel, à des jeunes dont certains n'étaient jamais allés à l'école, ne savaient ni lire ni écrire. C'était délirant. »

« On leur apprend à être des sous-humains »

Le reste du temps, ils le passent sur leur téléphone. Il n'y a pas de jeu, pas de ballon, rien. Antoine est le premier à acheter un jeu de cartes, de sa poche. Dès que possible, il accompagne les jeunes à la plage ou au terrain de foot, tisse des liens. « Mais on leur apprend à être des sous-humains. » Pour un pli dans le lit ou pour un yaourt dérobé, les sanctions pleuvent : privation de portable, de sortie ou diminution de l'argent de poche.

La faute, pour Antoine, au racisme intérieurisé. Pour « s'amuser avec eux », des éducateur·ices frappent parfois les adolescents, « puisqu'ils sont éduqués comme ça dans leur pays ». Au quotidien, le manque de formation du personnel éducateur s'illustre partout. Les potentiels traumatismes des adolescents ne sont pas pris en compte et les remarques sexistes et homophobes sont récurrentes. Et quand la tension monte, l'équipe appelle la police. C'est arrivé une fois, après « la révolution » des jeunes : une période de tension, où ils ont réclamé plus de respect. Après les avoir alignés contre le mur et brimés verbalement, les forces de l'ordre ont photocopié leurs papiers provisoires, ce qui pourrait les pénaliser dans leurs démarches administratives.

Antoine a décidé de s'en aller lorsque le premier jeune a atteint la majorité. « Un jeudi, il a eu 18 ans. Le lundi d'après, il était à la rue. » Il baisse les yeux et fixe ses mains, qui pour la première fois ont cessé de s'animer. « On n'a rien fait pour l'aider. Je me suis dit que si c'était comme ça,

je ne pouvais pas rester. » Quand il a annoncé sa démission, les jeunes n'ont pas compris, et le dernier jour, des larmes ont coulé. Ses doigts commencent à bouger nerveusement. « Je voyais que je comptais pour eux, et j'aurais pu rester pour cela. Mais à un moment, j'ai senti qu'il était temps de partir. Encore aujourd'hui, ça me rend fou. »

Pour Daniel Altuna, ces défaillances sont liées à la mauvaise gestion des fonds du gouvernement espagnol et de l'Union européenne touchés par les ONG qui gèrent ces centres, estimés à 90 euros par enfant et par jour. Les Canaries reçoivent 50 millions par an pour la gestion de ces centres, qu'elles délèguent à ces ONG. « Les centres dépensent beaucoup d'argent dans des choses inutiles, comme des sorties coûteuses au parc aquatique ou 500 euros de décorations de Noël pour prendre et poster des photos, alors que les enfants n'ont pas assez de vêtements. » Des médias locaux ont révélé que des directeur·ices de centres avaient détourné des fonds destinés aux mineur·es pour se payer des hôtels de luxe ou encore du viagra. Selon les médias *Canarias7* et *Canarias Ahora*,



Suite à un burn-out, Daniel Altuna a démissionné de son poste d'éducateur.
© Lisa Défossez



Des mineurs isolés suivent un cours d'espagnol donné par des bénévoles dans le diocèse El Seminario, à San Cristóbal de La Laguna. © Lisa Défossez

le parquet a porté plainte contre quatre directeur·ices. « Les gens qui dirigent ces centres ne sont pas issus du domaine social, ils aiment ce qui brille, les grosses montres, les lunettes de soleil chics. Tout ce qu'ils veulent, c'est prendre des selfies avec des enfants noirs », regrette l'ancien éducateur.

La répartition, une solution ?

« Il y a une niche économique. Il est très profitable de créer une ONG et de recevoir de l'argent du gouvernement sans se soucier de recruter des travailleurs sociaux et de traiter les enfants comme il le faut », s'indigne Jesus Cabrera, photojournaliste qui travaille sur les migrations aux Canaries. Il déplore le manque de contrôle des centres d'hébergement, tout en reconnaissant que « l'arrivée des migrants est parfois telle qu'il est normal que la situation déborde. »

« Les mauvais traitements à tous les niveaux et les négligences administratives sont très graves et violent toutes les conventions et législations relatives aux mineurs, affirme Sara Rodriguez, avocate spécialisée dans le droit des enfants et des étranger·es. Les conditions sont déplorables dans les centres, tant en ce qui concerne le nombre d'enfants accueillis que leurs conditions de vie, le manque de nourriture et d'hygiène, les mesures disciplinaires sévères, l'absence de scolarisation et de documentation. »

« Je suis triste que leurs rêves soient brisés, mais ils étaient irréalistes : venir et jouer directement au foot pour Barcelone. Quand ils arrivent ici, ils réalisent qu'il y a une grosse distorsion de la réalité », conclut Daniel Altuna. Pour le gouvernement des Canaries, les incidents dans les centres restent

très rares. « Nous exigeons que les centres soient moins remplis, car la surpopulation n'est pas une situation propice au maintien de l'intérêt supérieur des mineurs et de leurs conditions de vie dignes. Nous avons mis en place depuis février 2024 de nouvelles mesures de contrôle », explique Sandra Rodríguez González, directrice générale de la Protection de l'enfance et de la famille.

Après des mois de discussions houleuses, le gouvernement national de gauche a entériné, le 18 mars 2025, une réforme destinée à répartir les mineur·es non accompagné·es arrivant aux îles Canaries dans le reste de l'Espagne. Le texte permettra aux régions confrontées à une « situation migratoire extraordinaire » de transférer une partie des mineur·es en situation irrégulière présent·es sur leur territoire vers d'autres régions, lorsque leurs capacités d'accueil seront dépassées.

Cette révision de la législation était une demande de longue date du gouvernement des Canaries, qui dénonçait le manque de solidarité des autres régions espagnoles.

La mesure a été approuvée par le gouvernement après un accord avec le parti indépendantiste catalan Junts, qui s'opposait à l'accueil de personnes exilées. Ce dernier s'est engagé à soutenir le texte au Parlement. À partir de cet été, les mineur·es qui arrivent aux Canaries pourraient être transféré·es dans un délai maximal de quinze jours. Les centres de Tenerife pourraient ainsi respirer davantage. Jusqu'à devenir plus accueillants ? ●

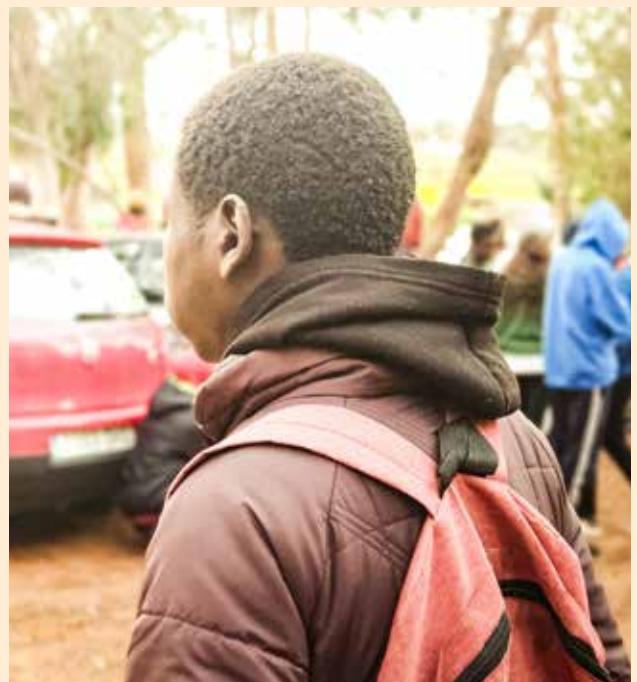
Lisa Défossez et Agathe Di Lenardo

*Les prénoms ont été modifiés.

À la frontière de la majorité

Une radio de la main, une erreur administrative ou des centres débordés suffisent à faire basculer l'avenir de jeunes exilé·es, traité·es comme des adultes et privé·es de leurs droits.

Dans le camp d'hébergement d'urgence de Las Raíces, il fait presque toujours froid, faute à l'un des microclimats les plus durs de l'île. Les grillages s'enfoncent entre les arbres, cernant l'ancienne caserne militaire qui loge désormais plus de 3 000 personnes exilées. Le bourdonnement des avions ne s'arrête presque jamais. Situé à moins d'un kilomètre des pistes de décollage de l'aéroport de Tenerife Nord, Las Raíces est supposé servir



Djibril*, 16 ans, attend depuis des mois d'être transféré dans un centre pour mineurs. © Camille Ribot

de point de passage, réservé aux hommes adultes débarqués en bateau en attendant leur transfert sur le continent. Pourtant, parmi ceux sortis du camp pour respirer un peu ou profiter du cours d'espagnol donné par des bénévoles, quelques visages d'adolescents se distinguent. Parmi eux, Djibril*, qui pointe son badge d'identification : il a 16 ans et est arrivé du Mali en décembre. Il a vu un avocat, deux ou trois fois, qui lui répète qu'il doit attendre son transfert dans un centre pour mineurs, où il pourra enfin accéder à ses droits. Alors Djibril attend. « *J'ai beaucoup de patience. Je ne fais rien. Je dors seulement.* » Il s'estime chanceux : « *Je suis dans le bâtiment, je dors bien. Les autres, dans les tentes, sont plus fatigués.* »

Sans répit ni accompagnement

Natacha Montaulieu soupire. Elle enseigne bénévolement l'espagnol devant le camp depuis son ouverture, il y a quatre ans. « *Avant, on ne voyait pas ces petits bouts de chou, ici. Ils allaient directement dans les centres pour enfants.* » Las Raíces n'est supposé accueillir que des adultes, pour des courtes durées. « *Il y a énormément de tension dans le camp, des vols. Les agents de sécurité hurlent en espagnol alors que beaucoup ne comprennent pas. C'est très violent pour tout le monde, mais surtout pour les petits jeunes.* » Aucune structure n'est prévue pour eux : « *pas d'éducateur, personne pour les encadrer* », grimace la bénévole. Contrairement à ceux placés dans des centres spécialisés, les adolescents de Las Raíces vivent en partie dans des tentes, et n'ont ni argent de poche ni dossier de régularisation. « *Beaucoup d'entre eux n'ont même pas de téléphone portable, ils ne peuvent pas parler à leur famille. Ils sont tous habillés pareil, et ne peuvent rien faire de leurs journées.* » C'est comme s'ils n'avaient plus d'identité. »



Au moins 300 mineurs vivent dans le camp de Las Raíces, selon les autorités. © Camille Ribot

Et puis, il y a ceux qui sont déclarés adultes, et qui ne seront pas transférés dans les centres appropriés. Comme, peut-être, ce jeune au visage poupin et à la grosse tache sur le t-shirt, qui clame qu'il a 18 ans, avant de rire un peu, et de répéter qu'il vient pour travailler. « *Ça peut être une stratégie. S'ils veulent pouvoir travailler le plus rapidement possible, les mineurs vont avoir tendance à se faire passer pour des majeurs,* », analyse Laetitia Ultramar, membre du réseau solidaire avec les personnes exilées à Lanzarote.

Pour d'autres, il y a les erreurs de traduction et les négligences de la police. Les adolescent·es qui arrivent blessé·es et qui doivent être transférée·es à l'hôpital sont presque toujours enregistré·es comme adultes. Quant à ceux accusés de diriger les bateaux, « *ils sont directement amenés en prison* ».

Inspecté·es jusqu'au bout des os

La détermination de l'âge des jeunes arrivant·es est cruciale : les Canaries ont beaucoup plus d'obligations envers les mineur·es, qu'elles sont censées protéger. Seuls les droits différencient vraiment un·e jeune de 17 ans et onze mois, d'un·e autre de tout juste 18 ans. D'autant plus que beaucoup voyagent sans leur passeport ou le perdent. Les documents qui survivent au voyage peuvent ne pas suffire, l'Espagne refuse notamment « *les passeports gambiens, qui sont suspectés d'être falsifiés, et les extraits d'actes de naissance* », précise Laetitia Ultramar.

La parole des jeunes n'est pas considérée suffisante. Alors comment déterminer qui bénéficie de la protection des enfants ? Les autorités espagnoles ont recours aux tests osseux : des radiographies de la main, du poignet et de la

mâchoire, pour déterminer l'état de croissance du cartilage et des os. Les images sont ensuite comparées à des références établies dans les années 1930. Une procédure très contestée, parce qu'imprécise et fondée exclusivement sur le développement des enfants caucasien·nes.

Dénoncés par Médecins du Monde, la Ligue des droits de l'Homme et Unicef, interdits en Grande-Bretagne, en Australie et limités en France, les tests osseux sont encadrés par le droit international. Le 6 mars 2025, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Belgique pour ne pas avoir recueilli le « *consentement explicite* » d'une jeune femme guinéenne et lui avoir fait passer des tests osseux sans tenter de déterminer son âge autrement.

« *Les États ne peuvent y recourir qu'en cas de doute ultime et le doute doit profiter aux jeunes* », explique Manon Larché, maître de conférences à l'université Panthéon Sorbonne et chercheuse en droit international. Pourtant, ce test, qui se déroule sans interprète, tous·tes les adolescent·es et jeunes adultes exilé·es aux Canaries le connaissent, même celles et ceux qui ont un passeport. « *Je l'ai fait trois fois* », confie Samba*, arrivé mineur. Dans l'un des centres pour mineur·es du nord de l'île, les jeunes partent par bus entiers se faire tester, raconte un ancien éducateur.

« *Certains jeunes qui étaient à Las Raíces ont été transférés dans des centres pour mineurs et sont revenus après des tests osseux, se souvient Natacha Montaulieu. Ceux-là, on ne les voit plus en dehors du camp. Ils restent dans leur lit, à attendre.* » ●

Camille Ribot

* Les prénoms ont été modifiés.



REPORTAGE

Jouer le rôle de sa vie

Dans l'association **Buen Samaritano**, les jeunes hommes exilés apprennent à se réapproprier leurs histoires sur scène.

C'est une petite église, coincée entre les hauts bâtiments de la banlieue de Santa Cruz de Tenerife. Juste à côté des jeux pour enfants, les grilles de l'association *Buen Samaritano* sont grandes ouvertes. Une dizaine de jeunes hommes se précipitent à l'étage : ils sont attendus à l'atelier de théâtre, pour l'une des dernières répétitions avant le grand show, prévu trois jours plus tard. Ils ont écrit leur propre pièce, « *Bismillah : Historia Migrantes* ». Sur quelques notes épiques bien choisies, les jeunes enchaînent les scènes. L'un clame un discours et la seconde d'après, ils répètent des pas de danse maladroits, s'arrêtant pour quelques fous rires.

Après les centres, la rue

Les acteurs ont tous entre 18 et 22 ans, viennent d'Afrique de l'Ouest, et sont logés et nourris par l'association. Ils sortent tout droit de centres pour mineur·es, du camp de Las Raíces ou de prison, pour ceux accusés d'avoir mené le bateau jusqu'aux côtes espagnoles. « Avec cette pièce, les jeunes se réapproprient enfin leur histoire », sourit celui que tous surnomment « Padre Pepe », fondateur de l'association

Buen Samaritano. La petite troupe devrait bientôt voir du pays : en avril 2025, ils ont joué à Gran Canaria. « Et bientôt Madrid, j'espère ! » Ibrahim Dieng, l'un des comédiens, veste dorée et casquette à l'envers, a été logé un peu moins d'un an dans l'un des centres de San Cristóbal de La Laguna : « Quand j'ai eu 18 ans, ils m'ont jeté dehors », explique-t-il d'une voix lente et grave, comme s'il pesait tous ses mots.

Les Canaries ne sont obligées de les loger que jusqu'à leurs 18 ans. Comme beaucoup, Ibrahim a vécu quelque temps dehors, avant que la police ne lui trouve une place dans l'une des 14 maisons de l'association, où il vit depuis quelques mois, en colocation avec huit autres jeunes exilés.

« Nous accompagnons les jeunes jusqu'à ce qu'ils aient leurs papiers, et puissent prendre leur indépendance », indique Padre Pepe, gros dossier sous le bras et sourire aux lèvres. Il s'interrompt pour répondre à une collègue, puis reprocher son retard à un membre de la troupe de théâtre. Lui et les bénévoles tentent de rattraper le temps perdu dans les centres de mineurs, qui sont supposés enseigner l'espagnol, former les jeunes et les régulariser. « Ici, on reprend de zéro » : pour les

cas les plus compliqués, la paperasse peut prendre jusqu'à cinq ans. En échange, les jeunes doivent participer aux activités de l'association, notamment le théâtre. « Le jeu permet de créer un sentiment de groupe et d'accrocher les jeunes à la culture, c'est primordial. »

Pas assez de places

Buen Samaritano suit 124 de ces jeunes adultes, un nombre malheureusement bien en deçà de la demande : « Tous les jours, d'autres garçons viennent à la porte, demander qu'on les prenne en charge, regrette le fondateur, de son vrai nom José Félix Hernández López. Mais on n'a plus de place. On est surchargés ! Et il faut déjà se battre pour obtenir assez d'argent pour nourrir tout le monde. » Sur les autres îles, le combat est le même. À Gran Canaria, l'association Acamei héberge, elle aussi, quelques jeunes adultes : ils ont six lits, et 80 personnes sur liste d'attente. La présidente souffle : « J'ai vu tellement de jeunes sortir de centres pour mineurs et atterrir directement dans la rue. C'est là qu'ils risquent de tomber dans la drogue et l'alcool. C'est là que nous les perdons. » ●

Camille Ribot

Ibrahim (au milieu), a été régularisé cette année. L'association l'héberge jusqu'à ce qu'il puisse prendre son indépendance, aux Canaries ou sur le continent. © Athéna Salhi

Trimer sans exister

Précaires et vulnérables, les personnes exilées sont particulièrement confrontées à l'exploitation. Un phénomène exacerbé dans l'hôtellerie et l'agriculture, secteurs clés de l'économie locale.

Le raclement des bottes sur la terre battue résonne encore sous les serres de plastique. Il est 15 heures passées, et Moustapha* quitte enfin les rangées de bananiers qui bordent les hauteurs rocheuses d'Icod de los Vinos, à l'ouest de Tenerife. Il ajuste son épaulière de fortune, un vieux tissu enroulé à la hâte pour amortir le poids des régimes de bananes qu'il transporte toute la journée.

« C'est mieux que rien », souffle le Sénégalais de 28 ans en haussant les épaules, avant de se masser la nuque d'un geste las. Lui et ses compagnons de la bananeraie sont payés au rendement : 70 centimes par régime, sans contrat ni protection sociale. Certains d'entre eux sont arrivés sur l'archipel dans des *pateras*, embarcations de fortune ; d'autres par avion, avec un visa qui a depuis expiré. L'île de Tenerife, comme le reste des Canaries, vit en grande partie du tourisme et, dans une moindre mesure, de l'agriculture, qui représente 3 % du PIB. Mais derrière les cartes postales où paradent paysages volcaniques, plages de sable fin et hôtels tout compris, se cache une réalité moins paradisiaque : celle d'une main-d'œuvre majoritairement étrangère, exploitée dans le silence. Cette économie souterraine s'appuie pour beaucoup sur des hommes et des femmes prêt·es à accepter n'importe quel emploi pour survivre, en attendant leur régularisation.

Moustapha est arrivé aux Canaries il y a six ans. Redoutant l'expulsion, il traîne alors entre les terrains de football de Santa Cruz, où plusieurs jeunes de son âge tentent de faire passer le temps. C'est là qu'on lui parle

d'un potentiel travail dans une bananeraie. « Je n'avais pas de papiers, je ne parlais pas l'espagnol, mais j'avais besoin de travailler », explique-t-il. Au début, il n'a le droit qu'à 500 euros par mois. Ce travail, comme beaucoup d'autres sur l'île, repose sur des petites mains qui ont peu de recours face à leurs employeur·ses.

Indispensables mais invisibles

Olga Lidia, employée de ménage dans un hôtel d'Adeje, au sud de l'île, est bien placée pour le savoir. Arrivée de Cuba en 2015, elle a occupé, à l'expiration de son permis de travail et pendant deux ans, un emploi dissimulé d'auxiliaire de vie chez une personne âgée. Logée sur place et payée 800 euros, elle travaillait du lundi au dimanche, avec pour seul temps libre le samedi après-midi. « Je n'avais aucune vie sociale, j'étais complètement isolée », se souvient-elle amèrement. Son calvaire prend fin quand elle rencontre un Espagnol qui deviendra son mari, lui permettant d'obtenir la nationalité. C'est là qu'elle commence à travailler légalement dans l'hôtellerie.

Avec son piercing au nez, ses longues tresses blondes et ses sourcils froncés par la détermination, Olga dégage une aura pleine de charisme. Du haut de ses 53 ans, elle a dû batailler pour intégrer le comité d'entreprise de son hôtel, défendre ses droits et ceux de ses collègues. Ces salariées, majoritairement originaires d'Amérique latine, enchaînent chaque jour les ménages dans des dizaines de chambres. Leur routine : désinfecter, frotter, ranger.



Originaires d'Amérique latine, Olga Lidia et Maria Noel portent la voix des employées de chambre qui, comme elles, sont essentielles au secteur hôtelier. © Justine Manaud

Elles commencent bien souvent avant le lever du soleil et finissent parfois après la tombée de la nuit. Pour atteindre leurs objectifs de performance, les heures supplémentaires sont monnaie courante. « On dépasse clairement les 40 heures hebdomadaires », dénonce Olga.

C'est pour améliorer les conditions de ces travailleuses que le collectif Las Kellys (contraction de *las que limpian*, « celles qui nettoient ») s'est formé à Barcelone, en octobre 2016. Une antenne locale à Tenerife a rapidement suivi. Olga n'a pas hésité avant d'y adhérer. À ses côtés, de nombreuses femmes immigrées, surtout regroupées autour d'Adeje. Dans ce centre névralgique du tourisme, où les maisons de vacances colorées et les immenses hôtels s'alignent les uns après les autres, les histoires de ces employées se ressemblent sans être tout à fait les mêmes. Elles ont quitté leur pays pour des raisons économiques, parfois politiques.

Certaines ont des qualifications complètement déconnectées de leur activité actuelle : infirmière, informaticienne, voire avocate. Mais la complexité des procédures d'homologation des diplômes et le manque de postes les dissuadent d'essayer.

Racisme et souffrance physique

Malgré leur contribution à l'économie locale, les travailleur·ses étranger·es restent pointé·es du doigt. « Certains Espagnols pensent encore qu'on vient voler leur travail », s'indigne Olga. Mais j'ai été employée parce qu'on a besoin de moi. Et c'est justement parce que les Espagnols, eux, ne veulent pas faire ce travail-là. » Maria Noel, vice-présidente de Las Kellys Tenerife, incarne la même combativité. Ses cheveux grisonnants et les rides qui encadrent ses yeux bienveillants portent le poids de plusieurs années d'acharnement.



Les bananeraies, qui recouvrent plusieurs centaines d'hectares de l'île, sont un lieu de travail privilégié de la main-d'œuvre étrangère. © Justine Manaud

Depuis qu'elle a quitté l'Uruguay, il y a vingt ans, elle a constaté la détérioration des conditions de travail. Effectifs réduits et salaires stagneants, alors que le coût de la vie ne fait qu'augmenter. Résultat : par manque d'argent, « presque personne ne prend sa pause déjeuner. Et sur les 34 femmes de chambre de mon hôtel, on n'est que deux à avoir pris les 28 jours de congés auxquels on a droit », regrette Maria. *Moi, j'ai 51 ans, je ne peux plus me permettre de m'en passer. Ce travail a brisé mon corps.* » Beaucoup se retrouvent avec des problèmes osseux ou musculaires chroniques, et carburent aux antidouleurs, sans aucune reconnaissance. Le 25 août 2023, María Belén López, une de leurs collègues d'un autre hôtel d'Adeje, est même décédée sur son lieu de travail, emportée par un infarctus.

Cette vulnérabilité matérielle se conjugue avec des discriminations raciales évidentes. Olga se souvient encore de l'humiliation ressentie quand sa direction l'a obligée à couvrir ses tresses sous prétexte qu'elles n'étaient pas « professionnelles », alors qu'une de ses collègues blanche a pu en porter deux semaines plus tard. Pourtant, les employées de chambre ne croisent quasiment jamais les touristes. « Les clients ne nous voient même pas. Nous sommes des fantômes pour eux », rapporte Maria.

Une situation d'autant plus déplorable qu'elle perdure depuis des années. En 2020 déjà, 61 % des employé·es africain·es signalait être soumis·es à de moins bonnes conditions de travail que celles de la population locale,

selon l'Observatoire de l'immigration de Tenerife. Les personnes exilées occupent une place particulièrement vulnérable dans la société canarienne. « Ces entreprises capitalisent sur leur méconnaissance du droit, mais aussi sur leur crainte d'être expulsées », analyse Dacil Vecina, bénévole auprès de plusieurs associations d'aide aux personnes migrantes à Tenerife. Cette professeure engagée a hébergé plusieurs mineurs en situation irrégulière. « L'un d'eux était obsédé par l'idée de trouver un travail. Malgré mes avertissements, il me disait, "Peu importe ce que c'est, je m'en fiche", raconte-t-elle. J'ai appris plus tard qu'il gardait des chèvres dans la montagne, toute la journée au soleil, pour 400 euros par mois. Il a fait ça pendant deux ans. »

« J'avais l'impression d'être une machine »

En outre, l'archipel connaît une crise démographique et un exode de sa jeune population active. Dans l'agriculture, on manque de mains pour assumer les tâches pénibles. « Chaque régime de bananes pèse plus de 80 kilos. Un travailleur charge au moins un camion par jour. Qui ferait ça s'il avait le choix ? », interpelle Dacil. Les Canaries, communauté autonome la plus gourmande en pesticides, exposent également ces employé·es à des pathologies respiratoires et dermatologiques.

Pourtant, celles et ceux qui acceptent de faire « le sale boulot » sont loin d'être récompensé·es. Nabil*, qui a fui le Sahara occidental en 2022 pour échapper à la per-

sécution politique, qualifie sans hésiter son expérience dans l'agriculture bananière de « lutte quotidienne pour la survie ». « J'avais l'impression d'être une machine, raconte le Sahraoui. Sans aucun respect de mes droits ni garantie légale pour me protéger en cas d'accident ou de maladie. » La peau basanée de ses bras athlétiques porte encore les cicatrices de ces mois de labeur passés à détacher des bananes à coups de faux. Nabil touchait son maigre salaire en liquide, duquel était déduite une partie pour un logement insalubre près des champs. « Je vivais avec beaucoup de gens dans un petit espace. C'était très difficile émotionnellement et physiquement. Je n'avais nulle part où retourner après une longue journée de travail. » Roberto García Fernández est l'un des encadrant·es du projet Informa, une aide juridique à destination des personnes exilées, dispensée gratuitement par des étudiant·es en droit de l'université de La Laguna. Spécialisé en droit de l'immigration, il déplore que le système juridique espagnol n'ait pas su évoluer pour répondre aux enjeux actuels. « Beaucoup de migrants sont arrivés pendant la pandémie de Covid-19, explique-t-il. Pour éviter l'expulsion, certains ont demandé une protection internationale alors qu'ils n'y étaient pas éligibles. Cela a entraîné un engorgement du système d'asile. »

Pour faciliter les régularisations, les autorités ont notamment créé un permis de formation, qui permet aux étranger·es de suivre des cours et potentiellement d'obtenir une autorisation de travail. Cependant,

il présente des limites importantes : non seulement les bénéficiaires peinent à trouver un emploi par la suite, mais les employeur·ses sont aussi réticent·es à offrir des pré-contrats, nécessaires à la régularisation. « C'est pour ça qu'ils occupent des emplois précaires dans l'agriculture, la construction ou le tourisme, s'indigne Roberto. Qu'ils aient été régularisés ou pas, quasiment tous les migrants travaillant dans ces secteurs sont victimes d'exploitation. »

« Sans nous, il n'y aurait pas de Canaries »

Cette facette de l'économie ne reflète que des paradoxes cyniques. Les personnes exilées cohabitent en permanence avec les touristes qui animent l'archipel. Les immenses serres agricoles bordent parfois des quartiers résidentiels huppés. Les ouvrier·es ramassent les bananes servies aux petits-déjeuners. Des employé·es de maison prennent soin de retraité·es européen·nes dans leurs villas côtières. « C'est simple : sans nous, il n'y aurait pas de Canaries », tranche Olga. En 2024, le secteur du tourisme a rapporté 19 milliards d'euros à l'archipel, soit 35 % du PIB local. « Je ne sais pas où va cet argent, mais sûrement pas dans les mains de ceux qui le produisent », dénonce la Cubaine.

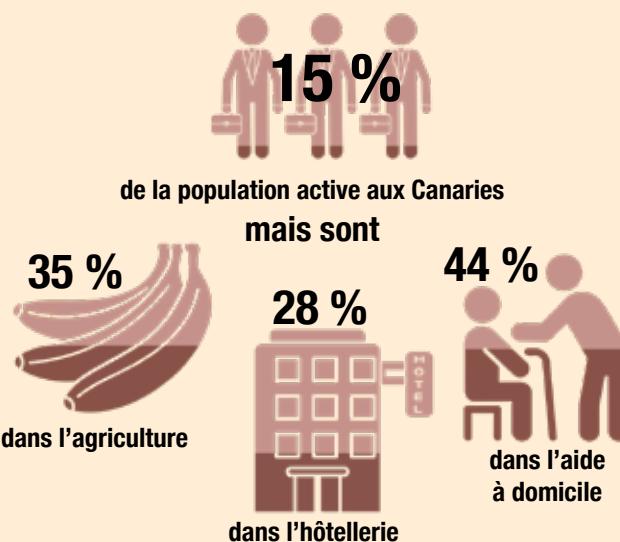
La dernière réforme migratoire (*Reglamento de Extranjería*, règlement sur l'immigration), qui entrera en vigueur le 20 mai 2025, rend la situation plus incertaine. Le texte introduit de nouvelles conditions de régularisation, mais pour celles et ceux qui sont déjà sur le territoire, cela pourrait signifier une remise à zéro du temps d'attente comptabilisé et des procédures associées. « Cela va rendre encore plus difficile l'accès au travail pour ceux qui sont déjà dans la précarité », soupire Roberto.

Le règlement met aussi l'accent sur la régularisation des travailleur·ses étranger·es à condition d'avoir un contrat de travail stable. Mais cela reste un mirage pour beaucoup de personnes, souvent coincées dans des emplois temporaires et instables. La réalité est encore plus complexe dans le secteur agricole, les contrats étant souvent falsifiés ou inexistant.

Lors de la session plénière du Parlement canarien, le 13 mars 2025, les député·es continuaient pourtant de déplorer le manque de main-d'œuvre dans les champs. Comble de l'hypocrisie pour Maria Noel : l'Uruguayenne se souvient très bien de l'énorme champ de tomates rasé il y a quelques années dans la région d'Adeje pour y construire... un complexe hôtelier. D'une exploitation à une autre. ●

Justine Manaud

Les personnes exilées ne représentent que



Source : Affiliations à la Sécurité sociale espagnole, janvier 2025.

*Les prénoms ont été modifiés.



Paula Jover, présidente de Vox, et son parti ont depuis 2023 des bureaux au parlement des Canaries. © Quentin Saison

ANALYSE

L'extrême droite passe la porte

Le parti Vox est longtemps resté en marge sur le territoire. En instrumentalisant le tourisme et les arrivées de personnes exilées, il compte bien changer la donne.

Au troisième étage du Parlement des Canaries, Paula Jover, présidente du parti d'extrême droite Vox, entre dans ses bureaux. Veste blanche, robe bleu électrique et tresse blonde impeccable, elle déambule dans la pièce. Sa volonté de montrer une image parfaite de son parti transparaît dans son sourire. Du bois couleur acajou orne les murs. Quelques drapeaux. Tout est neuf. Et pour cause, le parti a gagné ses premiers sièges en 2023. Sur 70, Vox en obtient 4. Alors qu'au niveau national les îles Canaries sont brandies comme emblème de l'immigration illégale en Europe, au niveau local, Vox reste très minoritaire. Il n'a recueilli que 7,86 % des voix lors des dernières élections, soit presque deux fois moins que celles d'Andalousie, autre région d'accueil espagnole.

Les Canarien·nes solidaires

Selon Guillermo Fernández Vazquez, chercheur spécialiste de l'extrême droite, « malgré sa volonté d'imposer localement un discours anti-immigration, Vox n'a pas réussi à s'implanter ». Plusieurs raisons à cela. D'abord, l'histoire. La société canarienne est perçue comme très solidaire. Les Canarien·nes ont émigré à de nombreuses reprises, comme l'explique Luis Campos, porte-parole du parti de gauche Nueva Canarias. Entre 1950 et 1970, ils et elles sont principalement parti·es vers Cuba et le Venezuela. « Cette histoire nous permet de comprendre pourquoi les gens sont capables de risquer leur vie sur des bateaux, explique-t-il d'une voix posée. Nous sommes une société mixte. La configuration des Canaries

est un carrefour de l'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique. Les arrivées et départs apportent beaucoup de coutumes, de mots, de traditions. C'est ce qui fonde les Canaries. Et Vox nie cette singularité. »

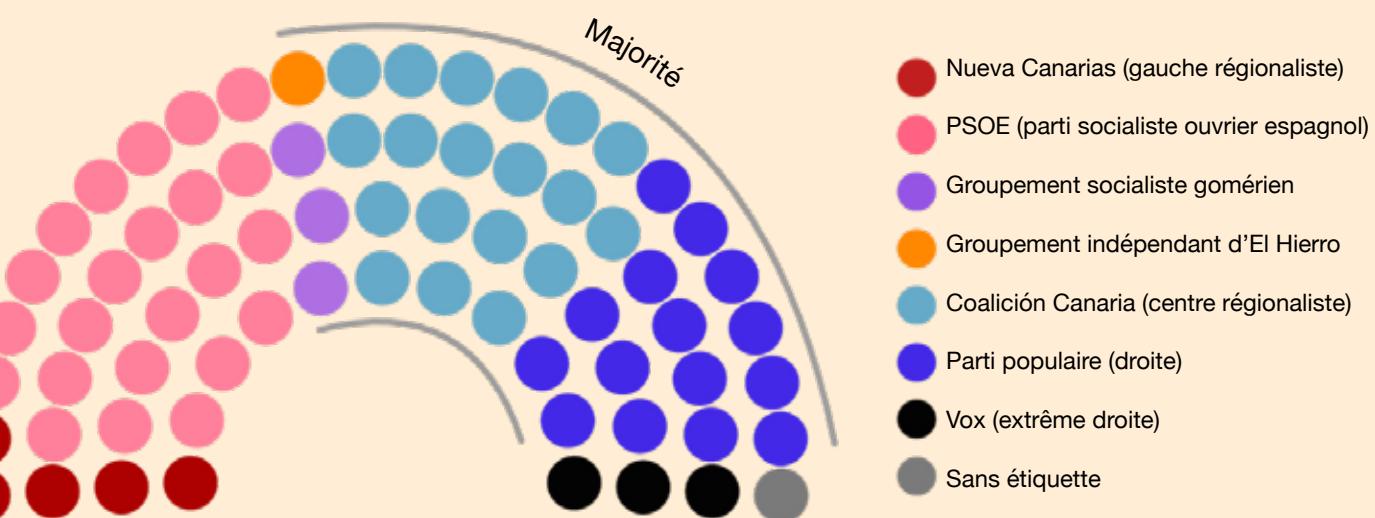
Nueva Canarias, comme les socialistes (PSOE), ont choisi de ne jamais voter une proposition soutenue par Vox. Un moyen de ne pas « blanchir » l'extrême droite et ses messages qui « nient les droits des femmes, le changement climatique, les messages racistes et xénophobes », décrit Luis Campos.

Les élus de Vox adoptent la ligne de Madrid sans prendre en compte les spécificités et les enjeux locaux, ce qui leur donne une image « déconnectée » des problématiques de l'archipel. D'après Guillermo Fernández Vazquez, leurs discours madrilènes ne prennent pas à cause « des caractéristiques politiques et sociologiques des îles ».

C'est l'une des raisons pour laquelle Marta Gómez est partie. La députée, élue en 2023, a décidé de quitter Vox et de siéger sans étiquette. Collier de perles et petit haut rose aux épaules découvertes, elle explique croire « qu'il doit y avoir une unité dans le modèle espagnol » mais « qu'il faut l'adapter aux territoires ». « Et ils ne le font pas », ajoute-t-elle. Marta Gómez n'en reste pas moins anti-immigration et proche des idées de Vox. Ce sont des dysfonctionnements au sein du parti qui la rebutent.

Devant une grande tasse de café, la quinquagénaire avoue sa honte d'avoir porté leur étiquette, notamment à cause de certaines affaires récentes. « En ce moment, des nouvelles circulent selon lesquelles Vox serait poursuivi par le parquet pour financements inappropriés présumés », lâche-t-elle.

Composition du Parlement des Canaries 2023-2028



Source : Parlement des Canaries.

© Camille Ribot

L'extrême droite espagnole monte aux élections européennes...

Le PSOE a déposé une plainte contre Vox fin 2024. Il leur est notamment reproché d'avoir mis des tirelires sur les points d'informations ou encore d'avoir dissimulé un prêt accordé par une banque liée au gouvernement hongrois. « Ils disent une chose et font exactement le contraire. Je ne peux donc pas continuer à participer et à propager ce mensonge. » En ce qui concerne la répartition des mineur·es non accompagné·es, les élus·es de Vox aux Canaries ont gardé la ligne de leur président national, Santiago Abascal : ils et elles y sont opposé·es, quoi qu'il arrive. Mais dans



Luis Campos, porte-parole de Nueva Canarias (gauche). © Elise Leclercq



Marta Gómez, ex-députée Vox désormais sans étiquette. © Elise Leclercq

l'archipel, ce discours ne fonctionne pas : « *On a besoin de la solidarité de la péninsule et donc d'envoyer des migrants irréguliers dans les autres régions*, explique Guillermo Fernández Vazquez. Vox a eu encore beaucoup de problèmes et de départs dans toutes les régions, justement parce qu'ils sentent qu'ils n'ont aucune marge de manœuvre, aucune capacité de décider. » Ce choix est pourtant assumé par les élus·es. Pour Paula Jover, présidente du groupe canarien de Vox, tenir la même ligne que Madrid serait le signe d'une cohérence nationale.

L'implantation locale comme stratégie

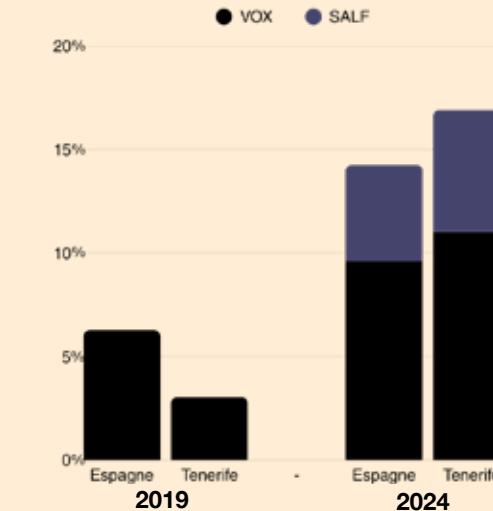
Conscient que Vox a du mal à s'imposer aux Canaries, le parti réactionnaire déploie une stratégie : l'implantation locale. Afin de se détacher de cette image madrilène, Vox tente une percée dans les municipalités. Depuis quelques semaines, c'est chose faite. Granadilla de Abona sera bientôt la deuxième ville des Canaries à avoir des représentant·es Vox au sein de son Conseil. À Arona, toujours au sud de Tenerife, ils gouvernent depuis le 29 janvier 2025 avec le Parti populaire (PP).

Un espoir pour Paula Jover : « *Quand ils ont vu que nous travaillions, que nous avions un projet sérieux, on a commencé à avoir plusieurs représentants. Ainsi les votants ont pensé que Vox pouvait être un bon compagnon pour améliorer la situation des habitants des îles Canaries.* » Mais cette stratégie ne peut se réaliser sans alliance. À Arona comme à Granadilla, le Parti populaire et Coalición Canaria se sont accordés avec le parti d'extrême droite. Un tournant sur l'archipel, spécialement pour le parti de Coalición Canaria, plutôt placé au centre.

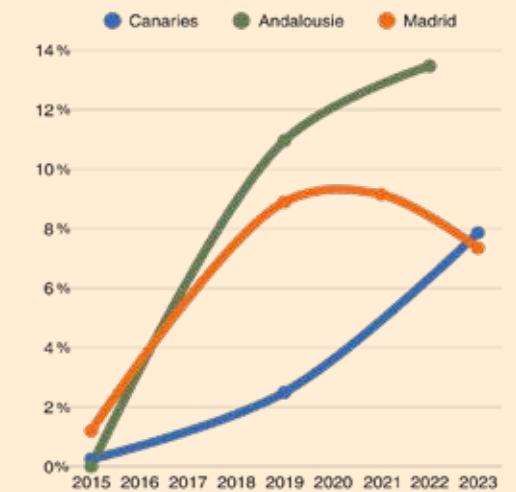
« *Les alliances avec Vox, pourquoi pas ?* », sourit Juan Manuel Casafas, porte-parole du PP. L'homme soigné porte un costume sans cravate. Pour lui, c'est un détail qui a toute son importance, une preuve de son accessibilité. « *Ils peuvent apporter des choses positives. Et il y a un pourcentage de la population qui a voté pour eux. Il y a peut-être des fous, mais ils ont voté pour eux.* » Les lignes rouges, selon lui, seraient finalement « *peu démocratiques* ». Une position assumée par toute la droite. « *Si l'objectif est d'éliminer Pedro Sánchez, il faut commencer par les municipalités* », conclut Marta Gómez, qui ne peut être plus claire : « *Mon ennemi n'est pas le PP. Mon ennemi est Sánchez.* »

Pour Marta Gómez comme pour Paula Jover, les socialistes sont responsables de tout et le nouveau gouvernement de droite n'a pas l'air d'avoir, selon elles, un meilleur bilan. « *La situation aux îles Canaries est catastrophique* », assène Paula Jover. Le discours alarmiste de Vox est bien rodé.

... mais le succès de Vox est plus relatif aux îles Canaries



Sources : Parlement européen et journal La Provincia.



Sources : La Provincia et chiffres officiels des communautés autonomes.

anti-surtourisme, qui constitue le « *terreau* » du rejet des personnes venues d'ailleurs, avec notamment la récupération du slogan « *Les Canaries ont une limite* ». Cela marque aussi un échec pour la gauche, avoue Luis Campos. « *Peut-être n'avons-nous pas su transmettre qui nous sommes en tant que peuple, ce que nous avons été, notre mémoire historique* ». Les résistances, elles, semblent bien minces. Aucun groupe antifasciste n'est répertorié à Tenerife. ●

Elise Leclercq

Le rejet des étranger·es en hausse

D'autres profitent de ce genre de discours. Se acabó la fiesta (La fête est finie, connu sous le sigle Salf), le parti radical d'extrême droite nationaliste et xénophobe d'Alvise Perez, a réalisé une percée aux Canaries lors des élections européennes de 2024. La communauté autonome a été la deuxième qui a le plus voté pour Salf, atteignant 8,2 % des suffrages dans certaines villes touristiques comme San Miguel de Abona. « *Ce genre de discours surgit à cause de nous, parce que la politique traditionnelle n'a pas apporté de réponses à certaines questions* », confie Juan Manuel Casafas, du Parti populaire. L'influenceur Rudy Ruyman, avec lequel Vox a manifesté contre l'immigration illégale, commence lui aussi à acquérir une certaine notoriété.

Selon Luis Campos, les idées d'extrême droite « *grandissent (...) parce que Vox essaie de monter avec un message de haine. Ce sont les faibles contre les plus faibles, les avant-derniers contre les derniers. Et cela finit par rentrer.* » Vox reprend également le discours



Rejet des touristes et des personnes exilées : pour Paula Jover, les Canaries ont une limite. © Quentin Saison



ENQUÊTE

La mer à boire

Pionnières du dessalement en Europe, les îles Canaries dépendent aujourd’hui de cette technologie pour assouvir leurs besoins en eau. Entre mauvaise gestion des ressources et alertes écologiques, des voix s’élèvent pour changer de modèle.

À Santa Cruz, l'usine de dessalement se trouve au milieu d'une zone industrielle. Elle fournit 60 % de l'eau consommée par la population de la ville. © Marius Joly

D'un côté la végétation jaunie et desséchée, de l'autre les piscines et les parcours de golf verdoyants. En arpentant l'île de Tenerife du nord au sud, le contraste est saisissant. Au bord de la route, des employé·es arrosent les palmiers au plus chaud de l'après-midi. Depuis plus d'un an, l'eau continue d'abreuver hôtels et parcs aquatiques géants, dont le plus grand d'Europe, Siam Park. À lui seul, il utilise chaque jour 600 m³ d'eau, soit la consommation journalière d'environ 5 000 habitant·es. Pourtant, Tenerife cherche désespérément à restreindre le débit.

En mars 2024, le gouvernement canarien déclarait l'urgence hydrique sur l'île. Un statut d'alerte prolongé pour huit mois, en février 2025. En cause selon les autorités, les faibles précipitations qui se sont accumulées ces dernières années. « *Quand nous avons déclaré l'urgence hydrique à Tenerife, nous espérions pouvoir inverser la tendance en l'espace de six mois. Malgré 75 mesures mises en place, les conditions météo n'ont pas du tout été favorables*, explique Javier Davara, gestionnaire du Conseil insulaire de l'eau de Tenerife, organe relié au gouvernement local. *En tout, nous avons accumulé plus de 200 semaines de sécheresse ces dernières années. L'objectif aujourd'hui est d'éviter la pénurie.* » Cette situation préoccupante est monnaie courante dans l'archipel, puisque les îles voisines d'El Hierro, La Gomera, Lanzarote et Fuerteventura ont connu pareille décision ces trois dernières années.

Face à la rareté de plus en plus prégnante de la ressource, les autorités canariennes misent sur une recette miracle : le dessalement de l'eau de mer. Véritables pionnières de cette technique, les Canaries se sont lancées dans le grand bain du dessalement dès les années 1960. Aujourd'hui, les îles comptent environ 300 unités permettant de rendre l'eau

de mer potable, dont 28 grandes usines publiques. Ces dernières produisent l'essentiel des 200 milliards de litres d'eau dessalée chaque année, soit environ 15 % de la production espagnole. Dans le monde, aucun territoire ne connaît une telle densité d'installations similaires. Contre la crise de l'eau, le dessalement fait, encore aujourd'hui, figure de principale variable d'ajustement pour éviter des restrictions.

Un gouffre énergétique

À Tenerife, l'augmentation de la production d'eau dessalée arrive en tête des mesures pour combattre l'urgence hydrique. « *Avec le manque de pluie et l'augmentation de la population, nous devons continuer à augmenter nos capacités de production*, souligne Javier Davara. *Deux nouvelles usines sont prévues sur l'île, et celles déjà en service seront agrandies. Tout cela est prévu dans notre plan hydrologique.* »

Cette stratégie, historiquement privilégiée sur l'archipel, soulève malgré tout de vives critiques. Carlos Soler, ingénieur et ancien chef de la planification à la direction générale de l'eau du gouvernement canarien jusqu'en 2018, fait partie des voix les plus offensives sur la gestion de la ressource en eau. Débit de parole élevé et ton professoral, le septuagénaire récite méthodiquement sa liste de griefs. « *L'eau dessalée pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, parce qu'elle consomme énormément d'énergie, qui, ici, est fournie par des centrales thermiques qui fonctionnent à 80 % avec des ressources fossiles.* » Une préoccupation systémique quand on sait que les usines de dessalement fonctionnent en continu, ce qui rend difficile l'utilisation d'énergies renouvelables intermittentes comme l'éolien ou le photovoltaïque. Pour Miguel Angel Sanz, membre de l'Association espagnole du dessalement et de la réutilisation, et ancien directeur de l'Association internationale du dessalement, « *la tendance*

Carlos Soler, ingénieur, déplore la gestion de l'eau dans les îles. © Alexandre Tréhorel



Les usines sont automatisées et pilotées depuis un ordinateur. © Alexandre Tréhorel



Une quinzaine de personnes fait tourner l'usine d'Adeje en continu. © Alexandre Tréhorel

est à l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur, mais les défis posés sont majeurs. »

L'énergie ne constitue pas le seul point de tension concernant l'utilisation de l'eau dessalée. « *Le dessalement n'est pas une technologie canarienne et cela crée également une dépendance brutale à l'égard de nos fournisseurs*, continue Carlos Soler. *Par exemple, ici à Santa Cruz, une usine est tombée en panne le 10 janvier et ils n'ont toujours pas fini de la réparer. Tout dépend de l'arrivée des pièces depuis l'étranger.* » Surtout, les détracteur·ices du dessalement dénoncent une mauvaise utilisation de la ressource sur l'archipel. Entre réseaux de canalisations mal entretenus et gestion médiocre des eaux de pluie, les quantités perdues sont loin d'être anecdotiques. Selon une étude de l'université canarienne de La Laguna, publiée en 2022, près de la moitié de l'eau récoltée dans les nappes souterraines ou produites dans les usines de dessalement est perdue dans les réseaux de distribution vétustes des sept îles. Un chiffre qui masque tout de même de très fortes disparités entre les grandes municipalités efficaces et les territoires les plus reculés, où les pertes peuvent dépasser les 70 %.

Pour Carlos Soler, l'eau souterraine est également largement sous-utilisée, au profit du dessalement. « *À Tenerife, 360 hm³ d'eau s'infiltraient chaque année alors que l'île en a besoin de 200. Ce sont des ressources qui finissent dans les rivières et qui se déversent dans la mer. Si nous savions comment les collecter, nous en aurions suffisamment.* » Pour l'ingénieur, il s'agit d'une décision politique. « *L'eau est contrôlée par les*

conseils insulaires de chaque île et leur objectif est de maîtriser les installations et la ressource. Miser sur le dessalement, c'est à la fois une façon de faire tourner l'industrie au profit des autorités et de ne pas remettre en cause le système. »

Toujours plus de production

Aux Canaries, l'eau dessalée représente aujourd'hui 32 % de la consommation. Un chiffre en constante augmentation. Deux îles, Lanzarote et Fuerteventura, sont d'ailleurs intégralement dépendantes de l'eau dessalée. Sur les sept îles, seule La Palma ne possède pas encore de grande usine. Gran Canaria et Tenerife en comptent respectivement onze et cinq. Pour observer ces mastodontes, il faut bien souvent se rapprocher des nombreuses zones industrielles côtières. Au nord de Santa Cruz de Tenerife, de fortes odeurs de fioul, dégagées par le stockage de pétrole, se font sentir avant d'apercevoir l'entrée de l'usine fournissant de l'eau à la plus grande ville de l'île. Deuxième exploitation la plus importante à Tenerife, l'usine s'étend sur une parcelle gagnée sur la mer. À l'intérieur, le vacarme est incessant. Depuis le poste de commande, la vue est imprenable sur la multitude de tuyaux qui constituent le cycle du dessalement. Les machines ne s'arrêtent jamais, pour fournir au total plus de 60 % de l'eau consommée à Santa Cruz, principalement par la population, les nombreux hôtels, mais également par l'industrie du nord de l'île. Ici, comme partout dans l'archipel, les besoins croissants en eau se sont fait sentir. « *L'objectif, c'est clairement d'augmenter*

la production de l'usine, explique Carla Trujillo, adjointe technique du site. Ces dernières années, nous sommes passés de 21 000 m³ d'eau dessalée par jour à près de 29 000. L'objectif d'ici à cinq ans est de monter à 40 000 m³ quotidiennement. » Soit 16 piscines olympiques. Pour atteindre ces résultats, le complexe géré par la mairie de Santa Cruz de Tenerife a investi dans du matériel plus performant et souhaite construire deux nouveaux bâtiments.

Prélevée dans la mer, l'eau est pompée, filtrée à plusieurs reprises, puis envoyée sous pression dans une membrane extrêmement fine pour séparer le liquide en deux : l'eau douce et la saumure, un concentré d'eau de mer très salé et portant des composants chimiques. Si les usines et les autorités mettent en avant les nombreux contrôles des rejets, les associations environnementales pointent du doigt la saumure comme un des problèmes majeurs du dessalement. « Quand on rejette la saumure dans la mer, cela change la composition de l'eau, la température et déverse de nombreux produits chimiques qui ne devraient pas être là, résume Julio Barea, responsable de l'eau pour Greenpeace Espagne. Cela pose de gros problèmes en Méditerranée mais aussi aux Canaries. Cela affecte notamment certaines espèces protégées comme les herbiers de posidonies. » Dénoncés par certain-es biologistes, les effets de la saumure sur la biodiversité marine ont fait l'objet de plusieurs études, notamment aux Baléares. Aux Canaries, ils restent encore méconnus. Pour Baltasar Peñate Suarez, chef du département de l'eau de l'Institut technologique des Canaries, l'impact des rejets

s'est réduit au fil du temps. « Il y a vingt ans, la saumure avait de fortes conséquences. Aujourd'hui, les contrôles sont plus efficaces, il y a des autorisations strictes du gouvernement des îles Canaries. »

Sans eau, pas de touristes

Alors que la première usine de dessalement d'Europe s'est implantée dès 1964 dans l'archipel, à Lanzarote, cela fait plus de soixante ans que les Canaries se positionnent comme pionnières de cette technologie sur le vieux continent. C'est d'ailleurs en s'inspirant de l'expérience canarienne que l'Espagne est devenue le premier producteur d'eau dessalée en Europe. Si le gouvernement péninsulaire investit aujourd'hui dans cette technologie pour lutter contre les sécheresses répétées, les Canaries ont misé sur le dessalement avec un objectif : faire de l'archipel un paradis touristique. « Dans les années 1970 et 1980, les îles Canaries se sont engagées à faire du tourisme dans des zones où il n'y avait pas d'eau, analyse Baltasar Peñate Suarez. Si nous n'avions pas opté pour le dessalement, ces zones touristiques n'auraient jamais pu exister. Le développement économique des îles s'est fait grâce à l'eau dessalée. »

Un essor rendu possible par l'arrivée d'investisseur-ses privés, et ce, il y a plus d'un siècle. « À Tenerife, l'administration n'a pas investi dans la recherche d'eau pendant plus de 150 ans, raconte Javier Davara. Comme il y avait un besoin, des particuliers se sont regroupés et ont essayé de chercher des ressources dans le sous-sol, et un marché privé de l'eau

est né. » Pour Carlos Soler, ces racines expliquent en partie la situation actuelle. « Tout cela fait que l'eau est vue comme un bien économique et pas comme une ressource commune. » Avec près de 18 millions de touristes accueilli-es en 2024 et ses innombrables hôtels et piscines, l'archipel s'est rendu dépendant d'une ressource rare. Un liquide par ailleurs inégalement réparti. Un-e touriste consomme en moyenne 400 à 600 litres d'eau par jour, contre environ 150 pour un-e habitant-e.

Face à la multiplication des sécheresses et à la raréfaction des ressources, les tensions autour de la gestion de l'eau se multiplient aux Canaries. Aujourd'hui indispensable, le dessalement semble être la principale solution envisagée par un archipel qui n'a cessé d'augmenter sa production. Entre inquiétudes énergétiques et environnementales, des voix se lèvent pour tenter de trouver des alternatives avec un horizon : plus de sobriété. Pour le gérant du Conseil de l'eau de Tenerife, Javier Davara, une prise de conscience reste nécessaire. « Malgré ses faibles ressources, l'archipel n'a jamais manqué d'eau. Nous avons toujours évacué le problème. Il va falloir commencer à être économique. » Une parole pleine de bon sens, alors que le dixième golf de l'île est en train de sortir de terre. ●

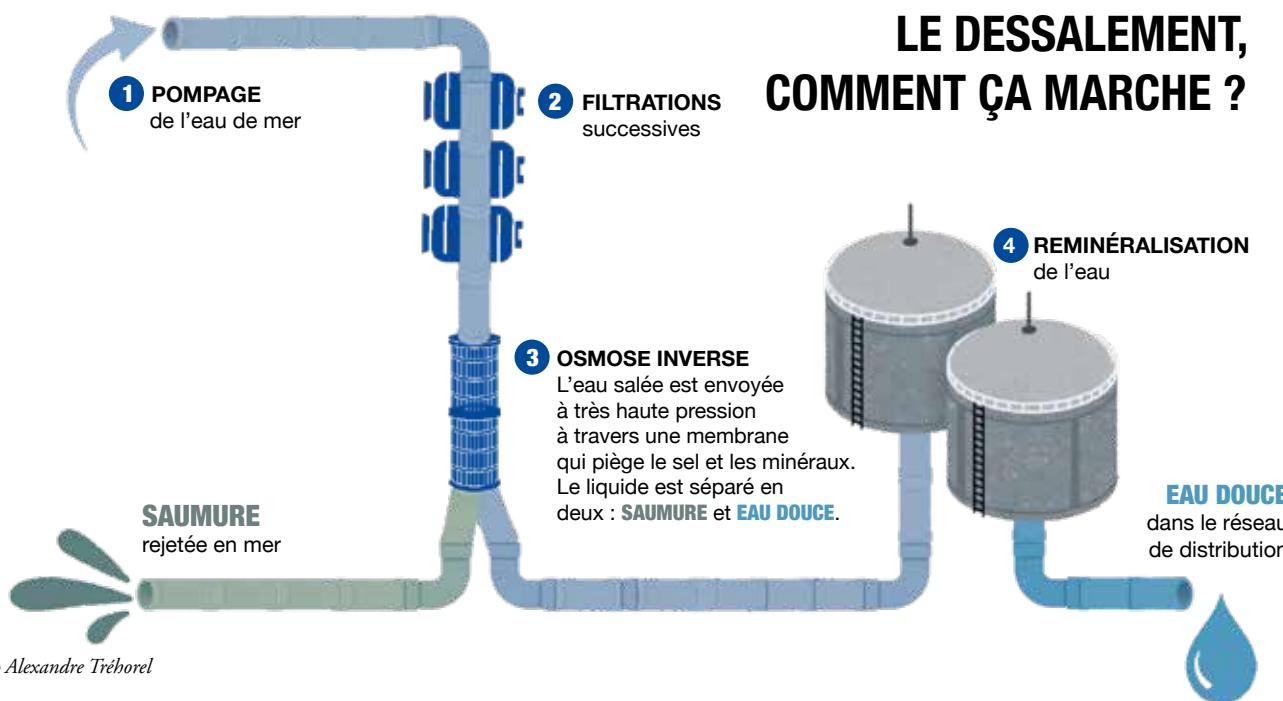
Marius Joly et Alexandre Tréhorel



Javier Davara, gérant du Conseil insulaire de l'eau de Tenerife, voit le dessalement comme une solution indispensable face à la sécheresse. © Marius Joly



Les usines de dessalement produisent un tiers de l'eau consommée dans l'archipel. © Alexandre Tréhorel



REPORTAGE

Sentinelles des océans

Hotspot de la biodiversité marine, l'archipel est pourtant confronté à de nombreux problèmes environnementaux. Biologistes, vétérinaires et entreprises touristiques allient leurs forces pour protéger tortues, cétacés et autres créatures de la mer.



Sara Capelli et Felipe Trujillo, vétérinaires au centre de réhabilitation de la faune sauvage La Tabonilla, soignent des tortues venues des quatre coins du monde. © Athéna Salhi

Pour rencontrer la gracieuse tortue caouanne, emblématique des îles Canaries, deux itinéraires sont possibles. Le premier, le plus évident, mène tout droit à l'océan. Le second, un peu plus surprenant, demande de s'enfoncer dans les terres de Tenerife, direction la ville San Cristóbal de La Laguna, où l'horizon est découpé par le massif montagneux d'Anaga. Là-bas, au bord de la route de l'Espérance, se trouve un petit havre de paix où se reposent toutes sortes d'animaux mal en point. Le centre de soins de la faune sauvage La Tahonilla accueille hiboux, aigrettes, faucons... et tortues.

Pour parvenir à elles, il faut monter un petit escalier de pierre, qui débouche sur un jardin en terrasse. Au bout à droite, dans un bâtiment à ciel ouvert aux murs bleu lagon, trois tortues caouannes reprennent des forces dans leurs bassins. À leur chevet, Sara Capelli et Felipe Trujillo, les deux vétérinaires du centre. D'un geste expert, le quinquagénaire saisit les deux extrémités de la carapace de la tortue n°19454, et la place dans un bassin en longueur. Celui-ci vient d'être mis en route par sa collègue, remplaçant ainsi le silence du bâtiment par une ambiance de piscine municipale. « *On peut y activer un courant d'eau pour voir comment les tortues se défendent, et favoriser leur musculation et leur réhabilitation* », explique Sara Capelli. Et la n°19454 s'en sort très bien : sa libération ne saurait tarder.

Mines d'or de données

Avant d'atteindre le moment tant attendu, les pensionnaires sont soumises à une série d'examens. À commencer par des analyses et une radiographie, car un problème évident peut en cacher un autre. « *Nous avons eu des animaux qui avaient trois soucis différents :*

avalement d'un hameçon, pneumonie, et fracture de la carapace ! », souligne la vétérinaire. Certaines tortues ont ingéré du plastique, se sont retrouvées piégées dans des déchets ou encore ont subi une collision avec un bateau, risque fréquent au sud de l'île. Pour les soigner, antibiotiques, nettoyage des tissus abîmés ou encore traitement laser pour améliorer la cicatrisation.

Mais le travail des équipes de La Tahonilla ne se résume pas au sauvetage. Le centre de soin récolte des données auxquelles les scientifiques ne peuvent habituellement pas accéder. Et avec une centaine de tortues recueillies par an, il y a de quoi faire ! Études de parasitologie, d'épidémiologie, suivi des individus grâce à des émetteurs GPS... « *On a commencé avec beaucoup d'enthousiasme, et maintenant on est dans le pétrin !* », rit Sara Capelli. Car des scientifiques du monde entier attendent ces précieuses données. Les tortues qui viennent d'aussi loin que la Floride apportent des informations précieuses sur les courants marins ou la température de l'eau. Elles sont de véritables sentinelles

des océans. « *Toutes les données qu'on récolte vont nous servir pour concevoir des stratégies futures* », souligne Felipe Trujillo. Savoir où s'arrêtent les tortues pour se nourrir ou pondre permettrait par exemple d'agir pour la création d'espaces protégés.

Éden en péril

La sauvegarde des zones d'alimentation des tortues, c'est justement le travail d'Alfredo de la Moneda Rodríguez, biologiste marin au sein de l'association privée Innoceana. Originaire de Grenade, cet amoureux de la mer, à la bonne humeur contagieuse, a quitté la péninsule trois ans plus tôt pour son master. Aujourd'hui, il œuvre notamment pour la conservation des herbiers marins, des prairies aquatiques, qui font des îles Canaries une station de nourrissage idéale pour les tortues, surtout la verte. Elle est la deuxième espèce la plus commune sur l'archipel et son régime en est principalement constitué. Les jeunes spécimens venus d'autres pays y viennent s'alimenter, avant de repartir une fois la maturité



Victime d'une collision avec un bateau, cette tortue se remet d'une carapace fracturée. © Athéna Salhi



Fulvia Melis et Irene Sibile ont voyagé depuis l'Italie pour effectuer leur stage de fin de master de biologie, aux côtés d'Alfredo de la Moneda Rodríguez, biologiste marin au sein de l'association privée Innoceana. © Athéna Salhi

sexuelle atteinte. La conservation de ces plantes aquatiques est donc capitale pour celle des tortues. « *Ces vingt dernières années, 50 % des herbiers marins ont disparu aux Canaries* », regrette le scientifique.

La faute aux ancrages des bateaux qui les déracinent, ou encore à la construction de ports industriels qui les ensevelissent sous le sable. « *En quelques secondes, ils détruisent ce qui a mis des années à pousser.* » Or, estime Alfredo, la disparition de cet écosystème pourrait bien entraîner la disparition d'une partie de la population de tortues.

Depuis 2023, l'équipe d'Innoceana est passée de l'investigation scientifique à la conservation. Plusieurs méthodes ont été étudiées pour réparer les dommages causés aux herbiers marins. Les plus prometteuses : la récolte de

graines sous l'eau, et de plantes marines échouées sur la plage. Contrairement à d'autres procédés, ces derniers ont l'avantage de ne pas impliquer un prélevement direct dans les herbiers. Mais la destruction de ces espaces n'est qu'un problème parmi tant d'autres. La faune marine est aussi directement victime de la pression touristique : certaines plongeuses, par exemple, ne se gênent pas pour attraper les tortues et faire des photos de vacances. Des pratiques encouragées par des

6 des 7 espèces de tortues marines

dans le monde sont observables aux Canaries. (Source : Innoceana)

32 espèces de cétacés

contre une vingtaine en Méditerranée : orques, dauphins tachetés de l'Atlantique, rorquals, dauphins de Cuvier, cachalots... (Source : Université de La Laguna)

81 collisions de cétacés

avec des bateaux entre 2000 et 2018. (Source : Gouvernement des Canaries)

entreprises peu scrupuleuses. « Au sud, dans la zone de Los Cristianos, les centres de plongée alimentent les animaux sauvages pour les attirer. Comme ça, ils savent que quand ils vont plonger avec leurs clients, ils vont voir des tortues vertes », se désole Alfredo de la Moneda Rodríguez. Toutes ces menaces, ajoutées les unes aux autres, créent à terme un problème conséquent. Pour lui, il est donc essentiel de communiquer et de travailler avec la communauté locale afin de protéger la biodiversité. « Si j'arrivais à ce qu'ils tombent autant amoureux que moi de la mer, ou au moins la moitié, ils en prendraient soin et la protégeraient », souffle le biologiste, le regard porté sur la baie d'Abades, abri d'un herbier marin, où il vient plonger avec ses deux stagiaires.

Connaitre pour protéger

Plus au sud-ouest de l'île, un zodiac quitte quotidiennement le port Puerto Colón. L'embarcation est dirigée par Mirna Piñero Mesa et David Novillo Gómez, tous deux guides au sein de l'entreprise d'observation de cétacés Atlantic Eco Experience. Son objectif : proposer au public une sortie en mer responsable, en lui apportant des connaissances scientifiques. Pour cela, la bande marine Teno-Rasca, au sud-ouest de Tenerife, est l'endroit idéal. Cette zone abrite des centaines de cétacés, certains de passage, d'autres résidents, à l'instar d'une population d'environ 400 globicéphales tropicaux. Les deux guides connaissent ces grands dauphins sur le bout des doigts, surtout Mirna Piñero Mesa, qui profite de son poste pour mener à bien un projet d'identification photographique des individus de l'archipel. Évidemment se pose la question d'être « un bateau de plus » dans le trafic touristique. Mais pour David Novillo Gómez, la réponse est claire : son travail est nécessaire pour la prise de

conscience environnementale. « Ce n'est pas un zoo, si ces animaux sont ici, c'est pour quelque chose ! » Du point de vue de biologistes comme Alfredo de la Moneda Rodríguez, ce type d'activité est même nécessaire. « Il faut toujours passer par ce tourisme qui vise à éduquer et préserver ce que l'on a, plutôt qu'un tourisme de masse qui cherche seulement à se faire de l'argent. » Les mains en visière, debout derrière le pare-brise de l'embarcation, David Novillo Gómez scrute les vagues à la recherche de l'imposante silhouette gris-noir des globicéphales. Quand soudain, au bout de presque une heure d'attente, les voilà. Mirna Piñero Mesa coupe le moteur. Tous-tes se taisent. On n'entend plus que le clapotis de l'eau sur la coque, tandis que les animaux avancent paisiblement vers le bateau. Un bébé globicéphale est escorté par un de ses semblables, qui joue les « babysitters ». La scène semble irréelle. Les touristes se penchent



Mirna Piñero Mesa, guide d'observation des cétacés.
© Athéna Salhi

au-dessus de l'eau, ému·es, pour observer juste en-dessous du zodiac les cétacés qui s'y aventurent. Et qui repartent aussi sereinement qu'ils sont arrivés. ●

Athéna Salhi



Les globicéphales tropicaux font partie des cétacés les plus facilement observables aux Canaries. © Athéna Salhi

REPORTAGE

Du pin sur la planche

Après une série d'incendies dévastateurs, Tenerife cherche à réparer ses forêts. Sans se planter.



Sur un plateau de la municipalité d'El Sauzal, Eva Padrón, ingénierie forestière, arpente les vestiges de l'incendie de 2023.
© Loéva Claverie

La plaine se dévoile, immense et ravagée. Culminant à 929 mètres entre montagnes et océan, le plateau autrefois recouvert d'une épaisse forêt de pins n'est plus qu'un vaste champ de bataille, jonché d'écorces et de ruines ligneuses. Un cimetière d'arbres à ciel ouvert, où deux adversaires semblent s'être affrontés à l'été 2023. Il ne reste de la forêt que des cendres et des troncs calcinés. Les derniers encore debout subsistent en bordure, allumettes géantes dardées vers le ciel. Une odeur de bois imprègne l'air et le sol craque sous les pas, tandis que résonnent au loin les explosions d'un champ de tirs.

« Quand il y a eu l'incendie, j'ai pleuré pendant trois jours. C'était terrible. » Beatriz Diaz tasse à pleines mains la terre autour d'une pousse de *Prunus lusitanica* tout juste plantée. « C'est comme un exercice, pour faire le deuil de quelque chose de perdu. Prendre soin de la nature et voir qu'elle se régénère à nouveau m'aide à surmonter le chagrin de l'incendie. »

Comme elle, les participant·es sont une cinquantaine à avoir fait le déplacement samedi 15 mars 2025 jusqu'à l'aire récréative Las Calderetas, sur la commune El Sauzal, pour participer à une journée environnementale, organisée par la fondation Foresta.

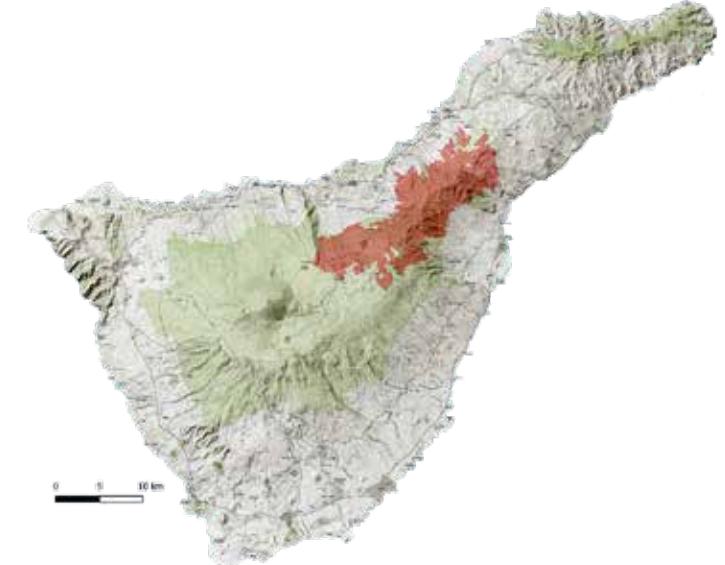


Disposées dans les pentes, les « fajinas », fagots de branches brûlées, empêchent l'érosion du sol. © Loéva Claverie

Certain·es viennent juste pour planter un arbre, d'autres, comme Beatriz Diaz, dans un but thérapeutique. Il y a bientôt deux ans, dans la nuit du 15 août 2023, un foyer s'est déclaré au sud-est de l'île, sur le mont Arafo. Avec la végétation sèche et le vent, le brasier s'est étendu comme une traînée de poudre. « Du deuxième au dixième jour, le feu était hors de contrôle. » Sur l'écran de Jaime Pérez, ingénieur



Les troncs de pin californien sont broyés et répandus sur les zones incendiées. © Loéva Claverie



En rouge, l'étendue de l'incendie de 2023. © Jaime Pérez de Dasotec s.l.

forestier de l'entreprise privée Dasotec, les couleurs sombres révèlent l'ampleur des dégâts. Une plaie béante en plein cœur de l'île. Entre 12 500 et 15 000 hectares brûlés selon les sources, l'équivalent d'environ 20 000 terrains de foot, soit l'incendie le plus dévastateur que Tenerife a connu depuis quarante ans. Pendant un mois entier, les flammes ont dévoré les cimes avant de se propager dans le sol. Le brasier a continué de se consumer sous une surface riche en tourbe et en matières organiques, avant d'être déclaré définitivement éteint au bout de trois mois.

Apprendre de ses erreurs

Avant même l'incendie, des projets de reforestation avaient déjà été entamés. Un plan établi en 2019 par le Conseil insulaire visait à remplacer le pin de Monterey par des espèces locales. Importé de Californie pour la qualité de son bois et sa vitesse de croissance, l'espèce a été plantée massivement à partir de 1950 à des fins de reforestation. Un autre plan avait germé sur les cendres du sinistre de 2022. Mais rien d'équivalent au chantier engagé après les dégâts de 2023. Un travail de fourmi pour une ampleur colossale. D'autant que la typologie de l'île, son histoire, ses microclimats et son économie complexifient sa restauration forestière.

Aux abords d'un sentier de terre humide, des touches de vert se détachent du camaïeu de noir. Entre les troncs calcinés et les repousses naturelles, Eva Padrón pointe au sol les *fajinas*, encore bien visibles un an et demi après leur installation. Ces fagots de branches brûlées ont permis d'éviter les coulées de boue dans les pentes et de maintenir la terre en place. « Là où tu marches, on s'enfonçait dans le sol jusqu'aux genoux, relate l'ingénier forestière du Service technique de Planification de projets forestiers du Cabildo



Jaime Pérez, ingénieur forestier de l'entreprise privée Dasotec, collabore avec l'institution publique du Conseil insulaire pour la reforestation de Tenerife. © Loéva Claverie



La régénération d'un pin canarien après l'incendie. © Loéva Claverie

sont broyés à la chaîne. Les copeaux de bois viennent dans la foulée recouvrir les zones incendiées, pour reminéraliser les sols et nourrir la végétation.

Résister aux flammes

Dans ce drame, une partie de ces forêts incendiées est heureusement constituée de pins canariens. L'espèce indigène, habituée aux conditions volcaniques, a la capacité de repousser sur elle-même, de se régénérer naturellement, et d'étendre son territoire en expulsant ses graines à plusieurs mètres lorsqu'elle se sent menacée. « *C'est le meilleur pin du monde, s'extasie Eva Padrón. Son écorce est si épaisse qu'elle est capable de protéger l'arbre du feu. Et il possède un cœur résineux si résistant qu'aucun insecte ne peut le manger, aucune eau ne peut le casser.* » Cette essence d'arbre permet aux acteur·ices de la reforestation de concentrer leurs efforts sur le *Monteverde*, une végétation du versant nord, également touchée par l'incendie, et présentant les caractéristiques d'une forêt tropicale humide. Sur les zones épargnées, les graines sont ramassées puis cultivées dans les pépinières de l'île. « *Nous essayons de faire de la sylviculture forestière, en créant des peuplements qui résistent aux incendies. Au maximum de son développement, un Monteverde serait capable d'éteindre naturellement des braises et de créer des coupe-feux verts.* » Le Cabildo de Tenerife tente également de contrôler la végétation à haut potentiel inflammable, tel que l'eucalyptus, espèce importée et devenue invasive, avec un plan pour aider les propriétaires, pas toujours collaboratifs, à nettoyer leurs



Eva Padrón, ingénierie forestière du Conseil insulaire, spécialiste en sylviculture.
© Loéva Claverie

terrains. Mais il ne compte dans ses locaux que vingt ingénieur·es forestier·es et doit donc œuvrer avec des entreprises privées et sous-traiter pour accélérer le rythme. D'autant plus que sur l'île, il n'est possible de replanter qu'en automne et au printemps, pendant les mois les plus humides. « *Nous travaillons contre la montre* », déplore Eva Padrón.

Comme après l'incendie de Notre-Dame à Paris, beaucoup d'acteur·ices privé·es et citoyen·nes ont voulu contribuer financièrement. Dédiée à la reforestation et la conservation du massif forestier de l'ensemble des îles Canaries depuis 1998, Foresta a alors créé le projet Tenerife Renace pour recueillir tous les dons. « *Mieux vaut agir, mais c'est aussi du greenwashing et une publicité très positive pour les entreprises* », concède Eva Padrón, lucide. Samedi 15 mars, l'action de reforestation était organisée pour les employé·es et client·es des magasins Leroy Merlin de La Orotava et San Cristóbal de La Laguna, accompagné·es de leur famille.

Deux chantiers d'ampleur

L'éradication du pin californien

Entre 1950 et 1975, 2300 ha de pin californien ont été plantés à Tenerife, soit environ 3 285 terrains de foot. Il a ensuite été décidé en 2019 de retirer cette espèce de l'île. Plus de 70 % ont été éliminés jusqu'en 2023. Après l'incendie, il ne reste plus que 140 ha de pins californiens sur l'île. Ils devraient être totalement éliminés dans les prochaines années.

La reforestation

Toutes essences confondues, 1 000 ha sont à replanter. En 2024, 40 000 plants ont été mis en terre. Il en faudrait 750 000 pour tout reforester.

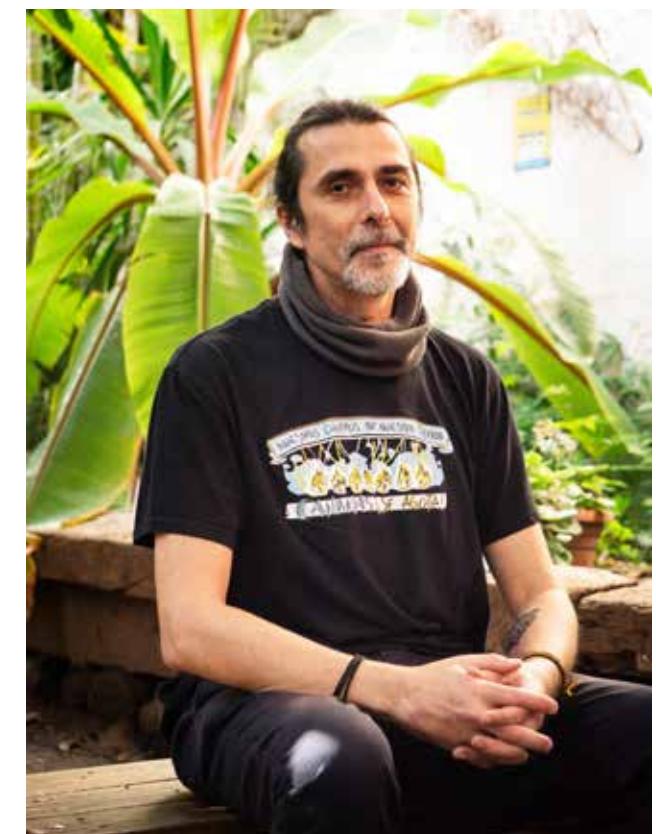
Source : Service technique de la Planification de projets forestiers

Les graines de la discorde

Ce recours au privé fait plutôt consensus dans la sphère politique. « *Ce n'est pas la procédure normale mais la situation extraordinaire le justifie* », considère Valentín Correa, membre du groupe d'opposition Nueva Canarias au Parlement. Mais elle passe mal chez certain·es activistes, comme Javier Chávez. Dans les jours suivant le départ de l'incendie, ce natif de Tenerife de 51 ans et une vingtaine d'autres personnes ont fondé Asirem, espoir dans la langue guanche, un collectif qui milite pour un débat public sur les forêts. Il déplore notamment le manque d'informations sur leur gestion. « *La population n'a pas été consultée. Au moment de l'incendie, les politiciens se sont dépêchés de sortir devant les*



Sur le plateau de la municipalité d'El Sauzal, les stigmates de l'incendie subsistent. © Loéva Claverie



Javier Chávez, cofondateur et membre d'Asirem. © Loéva Claverie

VISÓ



@viso_canaries

Directeur de la publication Arnaud Schwartz

Coordination Ludovic Lamant, Nathalie Kouyoumdjian, Maria Santos-Sainz

Directrice artistique Fred Augry

Rédaction en chef Pierre Berho et Athéna Salhi

Chef·fes d'édition Loéva Claverie, Marius Joly, Elise Leclercq et Corentin Teissier

Chefs iconographie Quentin Saison et Alexandre Tréhorel

Infographies Camille Ribot

Une et quatrième de couverture Maxime Sallé

Vidéo et réseaux sociaux Marius Caillaud

Remerciements

Erwan Desplanques pour ses précieux conseils et relectures.

Cecilia Domínguez Luis, écrivaine, pour son accueil et pour son temps.

José Bautista, journaliste indépendant, membre de la Fondation Porcausa.

David Cuesta, journaliste d'investigation à *Despiertos TV*.

La rédaction de *Canarias Ahora*, notamment Carlos Sosa, directeur de la publication, Dácil Jiménez, Román Delgado, Jennifer Jiménez, et Natalia G. Vargas, journalistes.

Martin Dufieux, technicien environnemental.

Visó est une revue rédigée par les étudiant·es de Master 2 presse écrite et multimédia de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine (IJBA). Elle est éditée à 1 000 exemplaires.

ISSN : 226-825X. Imprimeur : Imprimerie Castet, 152 Quai de la Souys, 33270 Floirac

L'impact carbone de Visó

L'information a également un coût environnemental. Par transparence et parce que les rédactions se doivent d'être exemplaires, celle de Visó met à la disposition de ses lecteur·ices son bilan carbone.

Pour se rendre à Tenerife, 17 étudiant·es et deux enseignant·es ont réalisé un aller-retour en avion, émettant 16,7 tonnes d'eCO₂ (équivalent en CO₂).

Sur place, la rédaction s'est déplacée en transports publics et en automobile, émettant dans le cas de la voiture 52 kg d'eCO₂.

Visó est imprimé par une entreprise de la métropole bordelaise certifiée Imprim'Vert, sur un papier PEFC avec des encres sans solvant.

La production de ce magazine a émis autant d'eCO₂ que deux Français·es en une année.

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine



Université
BORDEAUX
MONTAIGNE
1, rue Jacques Ellul
33080 Bordeaux Cedex



05 57 12 20 20
05 57 12 20 21



ijba.bordeaux



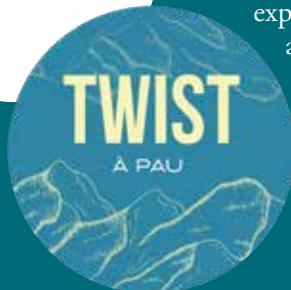
@ijba_umb



Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

À VOIR ET À ENTENDRE

focus



Nos camarades de radio et de télévision se sont rendu·es à Pau, dans les Pyrénées. Ils et elles y explorent les grands enjeux de la biodiversité, donnent la parole à celles et ceux qui vivent au milieu des usines, se penchent sur les questions d'identité qui façonnent le territoire... Et reviennent également sur l'affaire Bétharram.

Résultat : trois podcasts, intitulés *Twist*, proposés sur Spotify, Apple Podcast et Soundcloud, et deux émissions TV au nom de *Focus* à retrouver sur YouTube.

www.bit.ly/ijbaTV2025



www.bit.ly/twist2025



LA RÉDAC DE VISÓ #14



PIERRE BAYET



PIERRE BERHO



MARIUS CAILLAUD



LOÉVA CLAVERIE



LISA DÉFOSSEZ



AGATHE DI LENARDO



MARIUS JOLY



MANON KRAMER



ELISE LECLERCQ



JUSTINE MANAUD



CAMILLE RIBOT



ATHÉNA SALHI



MAXIME SALLÉ



MARGOT SANHES



QUENTIN SAISON



CORENTIN TEISSIER



ALEXANDRE TRÉHOREL

« Votre paradis, notre enfer. »

Les habitant·es des îles Canaries étouffent, asphyxié·es par un système qui priorise le tourisme de masse au détriment de la population.

Manque de ressources énergétiques, hausse des loyers et dégradations environnementales: la touristification affecte tous les secteurs. En toile de fond, l'archipel est devenu la première route de la migration irrégulière vers l'Espagne et cristallise les enjeux autour de l'accueil des personnes exilées. La rédaction de Visó s'est rendue à Tenerife pour comprendre les défis qui traversent les îles Canaries, reflets de nombreuses préoccupations européennes.



Visó n° 14 • 2025 • 4,50 €



VISÓ

est une publication
de l'Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
BORDEAUX
MONTAIGNE